

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN****REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST****MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

[C - 2006/202257]

**7 JUILLET 2006. — Circulaire relative aux élections des membres du conseil communal
et des membres du conseil de l'aide sociale de la commune de Comines-Warneton**

Au Collège des Bourgmestre et Echevins de Comines-Warneton,

Au Président du C.P.A.S.,

La situation juridique particulière de la commune de Comines-Warneton soulève des interrogations à la veille des prochaines élections qui se dérouleront le 8 octobre 2006.

La présente circulaire a pour objet d'une part de lever un certain nombre d'incertitudes liées à l'adoption d'une part du décret du 8 décembre 2005 modifiant le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et d'autre part du décret du 1^{er} juin 2006 modifiant le livre 1^{er} de la 4^e partie du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et d'autre part de mettre à votre disposition les formulaires nécessaires à l'organisation du prochain scrutin.

Dans le cadre de l'adoption des décrets du 8 décembre 2005, la section de législation du Conseil d'Etat a, dans ses avis du 11 juillet 2005, rappelé que, pour la commune de Comines-Warneton, la Région wallonne ne peut modifier les règles inscrites dans la législation communale et dans la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. en vertu de la loi du 9 août 1988 dite de pacification. Parmi ces règles figurent l'élection directe des échevins et des membres du conseil de l'action sociale, ainsi que la nomination du président du C.P.A.S. par l'autorité communautaire compétente parmi les membres du conseil et sur proposition de celui-ci.

Sous cette réserve, la Région wallonne est compétente sur l'ensemble du territoire régional pour régler la composition, l'organisation, la compétence et le fonctionnement des institutions provinciales et communales.

Se conformant aux observations émises par le Conseil d'Etat dans son avis du 27 mars 2006, le législateur fédéral a intégré dans le livre 1^{er} de la 4^e partie du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, un titre spécifique consacré à Comines-Warneton. Ne figurent sous ce titre que les dispositions qui sont de nature à assurer de manière harmonieuse l'articulation entre les règles fédérales et les dispositions de compétence régionale en ce qui concerne les élections communales.

Enfin, le Conseil d'Etat a rappelé qu'en ce qui concerne l'élection directe du conseil de l'aide sociale, la compétence d'arrêter les modalités de cette élection est, en vertu de l'article 17bis de la loi du 8 juillet 1976, attribuée au Roi. La Région wallonne va donc organiser l'élection directe du conseil de l'aide sociale sur base de l'article 17bis de la loi du 8 juillet 1976 précitée et de son arrêté d'exécution (arrêté royal 26 août 1988).

1. Scrutin communal**1.1. Election des conseillers communaux**

Les dispositions du Code de la Démocratie locale s'appliquent dans la mesure où elles sont compatibles avec la loi « de pacification » du 9 août 1988. Ainsi, en ce qui concerne la constitution des listes de candidats, celles-ci doivent répondre au prescrit de l'article L4142-7 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation tel que modifié par le décret du 1^{er} juin 2006. Ainsi, aucune liste ne peut comprendre un nombre de candidats supérieur à celui de conseillers à élire. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un et les deux premiers candidats ne peuvent être du même sexe.

Quant aux conditions d'inéligibilités et aux incompatibilités visées aux articles L4142-1 et 2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation tel que modifié par le décret du 1^{er} juin 2006, celles-ci s'appliquent aux conseillers communaux. Le Conseil d'Etat a, à propos de la proposition de loi modifiant la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des Forces armées en vue de permettre l'accès à certains mandats politiques, rappelé que le règlement de l'accès et de l'éligibilité à des fonctions politiques relève, au sein des provinces, des communes et des organes territoriaux intracommunaux, de la compétence des Régions.

1.2. Election directe des échevins

En ce qui concerne la constitution des listes de candidats, celles-ci doivent répondre au prescrit de l'article L4142-7 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation tel que modifié par le décret du 1^{er} juin 2006. Ainsi, aucune liste ne peut comprendre un nombre de candidats supérieur à celui de conseillers à élire. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un et les deux premiers candidats ne peuvent être du même sexe.

Quant aux incompatibilités, il s'impose d'être nuancé. En effet, en fixant les incompatibilités pour les échevins qui font, dans la commune de Comines-Warneton, l'objet d'une élection directe, le législateur régional modifierait, selon le Conseil d'Etat, les conditions d'élection de ceux-ci, matière relevant de la compétence du législateur fédéral.

Ne s'appliquent pas :

— la mixité au collège telle qu'imposée à l'alinéa 2 de l'article L1123-3 du CDLD. L'article 11*bis*, alinéa 4, de la Constitution dispose en effet que la mixité ne s'impose — pas en cas d'élection directe des échevins;

— la notion de collège communal introduite par le décret du 8 décembre 2005 modifiant le CDLD;

— la désignation du Bourgmestre conformément à l'article L1123-4, § 1^{er}, du CDLD;

— la présence du Président C.P.A.S. au collège telle que prévue à l'article L1123-3 du CDLD;

— le pacte de majorité tel que défini à l'article L1123-1, § 2, du CDLD.

— la motion de méfiance.

1.3. Désignation du bourgmestre

La disposition du CDLD qui prévoit qu'est élu de plein droit bourgmestre, le conseiller de nationalité belge qui a obtenu le plus de voix de préférence sur la liste qui a obtenu le plus de voix parmi les groupes politiques qui sont parties au pacte de majorité ne s'applique à Comines-Warneton.

2. Election directe du conseil de l'aide sociale

En vertu de l'article 17*bis* de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S., il revient au Roi de déterminer les modalités de l'élection directe des membres du conseil de l'aide sociale à Comines-Warneton. L'élection directe des membres du conseil de l'aide sociale est régie par les dispositions de la loi du 8 juillet 1976 et l'arrêté royal du 26 août 1988.

En raison de cette élection directe, ne s'appliquent pas :

— la parité sur les listes (ni 50-50 ni 1/3 – 2/3), ce qui n'empêche évidemment pas un choix des partis en ce sens;

— la mixité. L'article 11*bis*, alinéa 4, de la Constitution dispose en effet que la mixité ne s'impose pas en cas d'élection directe des membres du Conseil de l'aide sociale;

— les conditions d'inéligibilité et les incompatibilités. Le Conseil d'Etat, à propos de la proposition de loi sur le régime disciplinaire des militaires, a rappelé que le règlement de l'accès et de l'éligibilité à des fonctions politiques relève de la compétence fédérale en ce qui concerne le C.P.A.S. de Comines-Warneton.

Seuls les électeurs belges sont admis à participer à l'élection directe du conseil de l'aide sociale.

Le Conseil d'Etat a en effet rappelé que les citoyens non belges de l'Union ne peuvent participer à cette élection que si elle se fait au second degré par le conseil communal et pour autant qu'ils aient préalablement été élus conseillers communaux. A fortiori les ressortissants des Etats des tiers.

La Région wallonne ne peut veiller à l'intégration des ressortissants étrangers car l'article 8 de la Constitution précise que seule la loi (la loi fédérale) peut organiser le droit de vote des citoyens de l'Union européenne n'ayant pas la nationalité. Seule la loi peut étendre ce droit aux résidents en Belgique qui ne sont pas ressortissants de l'Union européenne.

3. Formulaires

Afin de garantir le bon déroulement des prochaines élections, l'ensemble des formulaires relatifs aux opérations électorales liées à l'élection directe des membres du Conseil de l'aide sociale figure en annexe de la présente.

Pour des informations complémentaires, n'hésitez pas à prendre avec la cellule Elections.

Ph. COURARD

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton du 8 octobre**

C.F.B3.1/Annexe 1

Province : _____ Canton électoral : _____
Commune : _____

Avis de reception des candidatures

Le président du bureau communal informe MM. les électeurs communaux de Comines-Warneton qu'il recevra les présentations de candidats pour le conseil de l'action sociale et leurs acceptations le jeudi **7 septembre 2006 (31ème jour avant l'élection)** et le vendredi **8 septembre 2006 (30ème jour avant l'élection)**, de 13 à 16 heures, ruen°

Passé ce délai, aucune présentation ou acceptation de candidature ne sera plus recevable.

Les candidats et les électeurs qui auront fait la remise des actes de présentation sont admis à prendre connaissance, sans déplacement, de tous les actes de présentation qui ont été déposés et à adresser par écrit leurs observations au bureau communal.

Ce droit s'exerce durant le délai fixé pour la remise des actes de présentation et pendant les deux heures qui suivent l'expiration de ce délai.

Il s'exerce encore le samedi **9 septembre 2006** de 13 à 16 heures.

Le mardi **12 septembre 2006** à 16 heures, le bureau communal se réunira aux fins de procéder à la vérification des candidatures et d'arrêter provisoirement la liste des candidats.

Le mercredi **13 septembre 2006**, entre 13 et 16 heures, au lieu indiqué pour la remise des actes de présentation, les déposants des listes ou, à leur défaut, l'un des candidats qui y figurent, peuvent remettre au président du bureau communal qui leur en donne récépissé, une réclamation motivée contre l'admission de certaines candidatures.

Le jeudi **14 septembre 2006**, entre 14 et 16 heures, au lieu indiqué pour la présentation des candidatures, les déposants des listes ou des candidatures écartées, ou à leur défaut l'un des candidats qui figurent sur ces listes ou qui sont écartés, peuvent remettre au président du bureau communal qui en donne récépissé, un mémoire contestant les irrégularités retenues lors de l'arrêt provisoire de la liste des candidats ou invoquées le lendemain de cet arrêt. Si l'irrégularité en cause est l'inéligibilité d'un candidat, celui-ci peut déposer un mémoire dans les mêmes conditions.

Ils peuvent dans ce même délai, déposer un acte rectificatif ou complémentaire.

Le même jour, à 16 heures, le bureau communal se réunit pour examiner les documents reçus par le président et arrêter définitivement la liste des candidats.

Il statue à leur égard après avoir entendu les intéressés s'ils le désirent. Il rectifie, s'il y a lieu, la liste des candidats.

Seront admis à assister à cette séance : les déposants des listes, ou à leur défaut, les candidats qui, le mercredi, ont déposé une réclamation, ou qui, le jeudi, ont déposé un mémoire ou un acte rectificatif ou complémentaire. Lorsque l'éligibilité d'un candidat est contestée, ce candidat et le réclamant pourront, en tout état de cause, assister à la séance, soit personnellement, soit par mandataire. Pourront également y assister, les témoins désignés, en vertu de l'article L4134-1, §1^{er} du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, par les candidats des diverses listes.

En cas d'appel, le bureau principal remettra alors la suite des opérations au **mardi 19 septembre 2006** (dix-neuvième jour avant le scrutin) à 10 heures.

A partir du moment où les listes seront affichées, le président du bureau communal communiquera la liste officielle des candidats à ceux-ci et aux déposants qui le demandent.

Le mardi **3 octobre 2006** (5ème jour avant l'élection), de 14 à 16 heures, le président du bureau communal recevra les présentations des témoins désignés par les candidats pour assister aux opérations du vote et de dépouillement.

A....., le 2006.

Le président du Bureau communal,

Election du Conseil de l'action sociale de Comines-Warneton du 8 octobre

C.F.B3.1/Annexe 1

Instructions relatives à la présentation des candidatures

L'acte de présentation de candidats ainsi que les relevés qui doivent y être annexés sont établis sur les formulaires prévus à cet effet. Ces formulaires sont disponibles à l'administration communale ou sont téléchargeables à l'adresse suivante : <http://elections2006.wallonie.be>

Afin de faciliter la tâche des déposants, mais aussi des présidents des bureaux de circonscription, le Gouvernement met à la disposition des déposants un logiciel de pré-encodage des candidatures.

Ce logiciel permet aux déposants, qui viendront présenter officiellement leurs actes de présentation de candidatures, d'encoder eux-mêmes ces actes.

Ce système a le double avantage de faciliter d'une part la préparation des actes de présentations, le logiciel structurant de manière automatique les exigences formelles de validité des actes, et d'autre part d'accélérer le processus de réception des candidatures les 7 et 8 septembre.

En outre, ce système permet aux déposants qui le souhaitent d'autoriser le Gouvernement à diffuser la liste pré-encodée via le site internet des élections 2006.

Ce système fonctionne en trois étapes : (1) la demande d'accès au serveur régional, (2) l'encodage proprement dit par le déposant, et (3) la présentation officielle de l'acte de présentation le 7 ou le 8 septembre.

La personne qui souhaite utiliser ce système doit pour ce faire suivre la procédure suivante :

1. Lancer le navigateur internet (Microsoft Internet Explorer ou Netscape Navigator) et introduire l'URL suivante : <http://elections2006.wallonie.be> ;
2. Cliquer sur le lien vers l'application de pré-encodage des candidatures et suivre les instructions qui sont données.

La présentation des candidats doit être signée par 50 électeurs communaux au moins, ou par au moins deux membres sortants du conseil de l'action sociale pour l'élection du conseil de l'action sociale (1).

L'acte de présentation indique le nom, les prénoms, la date de naissance, le sexe, la profession, le numéro d'identification au registre national des personnes physiques et la résidence principale des candidats et, le cas échéant, des électeurs qui les présentent. L'identité du (de la) candidat(e), marié(e) ou veuf (ve), peut être précédée ou suivie du nom de son conjoint ou de son conjoint décédé. Le prénom de naissance du candidat peut être suivi du prénom usuel, pour autant que cette mention ne permette pas de le confondre avec un autre candidat ou une personnalité connue au niveau de la circonscription.

La présentation de candidats qui se réclament d'un sigle protégé et d'un numéro d'ordre commun doit être accompagnée de l'attestation prévue à l'article L4142-28 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

La présentation doit être datée et signée.

Les candidats dans leur acte d'acceptation désignent parmi les électeurs qui ont signé l'acte de présentation qui les concerne, trois personnes qu'ils autorisent à faire dépôt de cet acte.

Si les candidats sont présentés par deux conseillers communaux ou deux membres du conseil de l'action sociale sortants ou plus, ces derniers doivent désigner deux candidats pour faire le dépôt de la présentation.

La présentation doit être remise au moins par un des trois signataires ou des candidats ainsi autorisés par les membres du conseil de l'action sociale sortants au président du bureau principal qui donnera récépissé de l'acte.

La présentation indique l'ordre dans lequel les candidats sont présentés.

Les candidats acceptants dont les noms figurent sur un même acte de présentation sont considérés comme formant une seule liste.

Aucune liste ne peut comprendre un nombre de candidats supérieur à celui des membres à élire.

On ne peut être présenté à la fois sur deux ou plusieurs listes.

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton du 8 octobre**

C.F.B3.1/Annexe 1

Dans leur déclaration d'acceptation, les candidats s'engagent à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales et à les déclarer dans les trente jours qui suivent la date des élections au greffe du tribunal de première instance dans le ressort duquel la commune est située.

-
- (1) - La présentation de candidats pour le conseil de l'action sociale peut être dressée à part sur le formulaire y afférent, ou peut être dressée sur une liste distincte signée qui est jointe à la présentation de candidats pour le conseil communal ;
- voir aussi l'arrêté royal du 26 août 1988 déterminant les modalités de l'élection du conseil de l'aide sociale dans les communes visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et dans les communes de COMINES-WARNETON et de FOURONS (MB du 31 août 1988, err. MB du 10 septembre 1988, modifié par la loi du 7 juillet 1994 - MB du 16 juillet 1994).

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton du 8 octobre**

C.F.B3.1/Annexe 1

Instructions relatives à la désignation des témoins de parti

Les candidats peuvent, dans l'acte d'acceptation de candidature désigner un témoin et un témoin suppléant pour assister aux séances du bureau communal.

Les témoins et témoins suppléants désignés par les candidats au conseil communal pour assister aux opérations du bureau communal, sont désignés, le cas échéant d'office, dans la même qualité pour le compte de la liste correspondante de candidats au conseil de l'action sociale (1)

Si des candidats figurant sur un même acte de présentation ont, dans des actes d'acceptation séparés, désigné des personnes différentes, les désignations signées par le candidat le premier en rang dans l'ordre de présentation seront seules prises en considération.

Cinq jours avant l'élection, le candidat le premier en rang dans l'ordre de présentation peut désigner pour sa liste autant de témoins qu'il y a de bureaux de vote et de dépouillement dans la circonscription et un nombre égal de témoins suppléants.

Les témoins et témoins suppléants désignés par les candidats au conseil communal pour assister aux opérations des bureaux de vote, sont désignés, le cas échéant d'office, dans la même qualité pour le compte de la liste correspondante de candidats au conseil de l'action sociale(1).

Nul ne peut être désigné comme témoin s'il n'est électeur dans la circonscription.

Les membres d'un bureau électoral ne peuvent être désignés comme témoin ou témoin suppléant.

Les candidats peuvent être désignés comme témoin ou témoin suppléant.

Les témoins sont par préférence désignés parmi les électeurs signataires, à l'exception des mandataires, dont le nom figure sur l'acte de présentation.

(1) Article 5 de l'arrêté royal du 26 août 1988 déterminant les modalités de l'élection du conseil de l'aide sociale dans les communes visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et dans les communes de Comines-Warneton et de Fourons.

Election du Conseil de l'action sociale de Comines-Warneton

123.C1.B30P.2/Annexe 2

Province : HAINAUT

Canton électoral : Comines-Warneton

Présentation de candidats par les électeurs

Nous, soussignés, électeurs communaux dans la commune de Comines-Warneton, présentons les personnes mentionnées ci-dessous comme candidats pour l'élection du Conseil de l'action sociale fixée au 8 octobre 2006.

Le sigle ou logo(1) doit surmonter la liste des candidats sur le bulletin de vote. Ce sigle ou logo signifie

A. CANDIDATS

ORDRE DE PRESENTATION DES CANDIDATS N° D'ORDRE	NOM DES CANDIDATS (2)	PRENOMS	DATE DE NAISSANCE	SEXE (3)	PROFESSION	N° DU REGISTRE NATIONAL	RESIDENCE PRINCIPALE ET ADRESSE COMPLETE
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							

(1)

- Le sigle est formé des initiales soit de tous les mots, soit d'une partie des mots qui composent la dénomination de la liste de candidats. Il peut être un acronyme. Il peut comporter un logogramme.
Le sigle est composé au plus de douze lettres et/ou chiffres et au plus de treize signes.
Les présentations de candidats qui se réclament d'un sigle protégé et d'un numéro d'ordre commun doivent être accompagnées de l'attestation prescrite à l'article L4142-32 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de pouvoir bénéficier de l'application de cet usage.
Le logo est la représentation graphique du nom de la liste.
- Lorsque le présent acte est joint à un acte de présentation de candidats au conseil communal, le sigle et le numéro d'ordre attribués à la liste de candidats au conseil communal servent également à identifier et à numéroter la liste correspondante de candidats au conseil de l'action sociale.

(2)

- L'identité du candidat (e), marié (e) ou veuf (ve), peut être précédée ou suivie du nom de son conjoint ou de son conjoint décédé.
Le prénom de naissance du candidat peut être suivi du prénom usuel, pour autant que cette mention ne permette pas de confondre avec un autre candidat ou une personnalité connue au niveau de la circonscription.
Ainsi, le bureau de circonscription peut autoriser un candidat à faire usage sur l'affiche et le bulletin de vote d'un autre prénom, en appliquant les règles suivantes :

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton**

123.C1.B30P.2/Annexe 2

- 1° Le prénom sous lequel le candidat est effectivement connu n'est pas son premier prénom, mais un autre, repris sur son acte de naissance : dans ce cas, il mentionne le prénom complet sur son acte de présentation et indique son souhait de voir figurer en lieu et place sur le bulletin la mention choisie ;
- 2° Le candidat est connu sous une abréviation de l'un de ses prénoms énumérés sur l'acte de naissance : par exemple, Danny pour Daniel ; il procède comme au point 1° ;
- 3° Le prénom qu'il souhaite voir figurer sur le bulletin de vote ne fait pas partie de l'énumération des prénoms repris sur son acte de naissance : le bureau de circonscription admettra cette mention sur la foi d'un acte de notoriété délivré par le juge de paix ou un notaire ; le prénom de naissance du candidat sera mentionné sur le bulletin suivi de son prénom usuel.
- Le nombre de candidats ne peut être supérieur à celui des membres à élire dans la commune.
 - Un candidat ne peut se présenter sur plus d'une liste dans la commune.
 - Pour pouvoir être élu conseiller de l'action sociale, il faut :
 1. Etre Belge ;
La manière dont la nationalité belge a été obtenue (naissance, naturalisation, mariage, option) ne joue aucun rôle.
 2. Etre âgé de 18 ans ;
 3. Etre inscrit au registre de la population de la commune ;
Ne sont pas éligibles :
 - 1° ceux qui sont privés du droit d'éligibilité par condamnation ;
 - 2° ceux qui sont exclus ou suspendus de l'électorat par application des articles L4121-2 et 3.
 - 3° ceux qui, sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° et 2°, ont été condamnés, même avec sursis, du chef de l'une des infractions prévues aux articles 240, 241, 243 et 245 à 248 du code pénal, commises dans l'exercice de fonctions locales, cette inéligibilité cessant douze ans après la condamnation.
- Conformément à l'article 7 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, toutes les conditions d'éligibilité doivent être remplies à la date de l'élection.
- (3) Dans cette colonne, indiquer H pour un homme, F pour une femme.
- Pour la présentation à l'élection directe du conseil de l'action sociale, voir aussi l'arrêté royal du 26 août 1988 déterminant les modalités de l'élection du conseil de l'aide sociale dans les communes visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et dans les communes de Comines-Warneton et de Fourons.

Election du Conseil de l'action sociale de Comines-Warneton

123.C1.B30P.2/Annexe 2

B. ELECTEURS PRESENTANTS

Conditions :

- Les électeurs qui font la présentation doivent chacun compléter et signer la déclaration annexée à ce formulaire. Chaque déclaration individuelle est numérotée et doit être jointe lors du dépôt de ce formulaire portant présentation de candidats auprès du bureau communal.
- La présentation de candidats doit être faite par minimum
 - 100 électeurs communaux dans les communes de 20.000 habitants et plus ;
 - 50 électeurs communaux dans les communes de 10.000 à 20.000 habitants ;
 - 30 électeurs communaux dans les communes de 5.000 à 10.000 habitants ;
 - 20 électeurs communaux dans les communes de 2.000 à 5.000 habitants ;
 - 10 électeurs communaux dans les communes de 500 à 2.000 habitants ;
 - 5 électeurs communaux dans les communes de moins de 500 habitants.
- Les électeurs qui font la présentation doivent figurer sur le registre des électeurs de la commune concernée
- Un électeur ne peut pas signer plus d'une présentation pour la même élection.
- Pour être **électeur** quatre conditions sont à remplir :
 1. Etre *Belge* ;
La manière dont la nationalité belge a été obtenue (naissance, naturalisation, mariage, option) ne joue aucun rôle
 2. Etre âgé de *18 ans* accomplis ;
 3. *Etre inscrit au registre de la population* de la commune concernée ;
 4. *Ne pas se trouver dans un des cas d'exclusion ou de suspension* prévus aux articles L4121-2 et 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Les personnes condamnées à une peine criminelle (perpétuité, travaux forcés, détention et réclusion) sont définitivement exclues de l'électorat.

Sont frappés de la suspension du droit de vote :

- ceux qui sont en état d'interdiction judiciaire et ceux qui sont placés sous statut de minorité prolongée (art. 489-515 du Code civil) ;
- ceux qui ont été condamnés à une peine d'emprisonnement de plus de trois mois, pour autant que la peine ait été prononcée sans sursis et qu'elle ne soit plus susceptible d'appel ;
- ceux qui ont été mis à la disposition du gouvernement sous la forme d'un internement.

Les conditions 1 et 3 doivent être remplies à la date à laquelle le registre des électeurs est arrêté (c'est-à-dire le 1^{er} août 2006).

Les conditions 2 et 4 doivent être remplies à la date de l'élection.

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton
CAS.F.S.1-Annexes
Annexe 3**

Province : _____ Canton électoral : _____
Commune : _____

Annexes à la présentation de candidats par les électeurs

Annexe 1 Déclaration de présentation de candidats par les électeurs

Je, soussigné,

NOM _____ (en _____ majuscule) :

.....

Prénoms :

.....

Sexe :

Profession :

Date de naissance :/...../.....

Résidence principale :

(rue), (numéro), (boîte), (commune) (code postal)

Numéro d'identification au registre national des personnes physiques :

inscrit au registre des électeurs de la commune de (joindre un extrait du registre des électeurs) déclare par la présente appuyer la présentation de candidats sur la liste

suivante :

.....

(sigle) pour l'élection du conseil de l'action sociale de Comines-Warneton du 8 octobre 2006, et ne pas avoir signé d'autre acte de présentation pour la même élection.

accepte / n'accepte pas une éventuelle désignation comme témoin de parti ou témoin suppléant (biffer la mention inutile).

Fait à, le2006.

Numéro d'ordre de la déclaration :

Signature,

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton
CAS.F.S.1-Annexes
Annexe 3**

Annexe 2. Déclaration d'acceptation de candidatures

Nous soussignés, candidats présentés pour le Conseil de l'action sociale par les électeurs signataires de l'acte, en date du2006, déclarons accepter les candidatures qui nous sont offertes.

Nous déclarons autoriser :

1.
2.
3., électeurs signataires de l'acte de présentation de nos candidatures, à effectuer le dépôt de cet acte.

Nous déclarons également désigner M., électeur (ou candidat) comme témoin et M., électeur (ou candidat) comme témoin suppléant, pour assister aux séances du bureau communal (1).

Nous nous engageons à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales et à déclarer ces dépenses par écrit en vue de déposer cette déclaration, dans les trente jours qui suivent la date des élections, au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement judiciaire dans lequel se situe le bureau communal.

Nous nous engageons, lors de la remise du relevé de nos dépenses, à joindre une déclaration relative à l'origine des fonds et à enregistrer l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

Dans les 30 jours suivant la date des élections, le candidat en tête de liste remettra le relevé des dépenses de propagande électorale de la liste ainsi que l'origine des fonds et y enregistrera l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

Nous nous engageons à respecter, au cours des élections et durant notre mandat, les principes démocratiques d'un Etat de droit ainsi que les droits et libertés inscrits dans la Constitution, dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966.

A, le2006.

Signature des candidats :

Nom et prénoms (2)	Signature	Résidence principale

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton
CAS.F.S.1-Annexes
Annexe 3**

(1) A ne compléter que si le présent acte n'est pas joint à une présentation de candidats au conseil communal. En effet, dans cette hypothèse, et conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 26 août 1988 déterminant les modalités de l'élection du conseil de l'aide sociale dans les communes visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et dans les communes de Comines-Warneton et de Fourons, les témoins désignés par les candidats au conseil communal sont désignés d'office dans la même qualité pour assister, pour le compte de la liste correspondante de candidats au conseil de l'action sociale, aux séances du bureau communal relatives à l'élection du conseil de l'aide sociale.

(2) Joindre un extrait du registre des électeurs démontrant que les candidats sont électeurs.

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton
CAS.F.S.1-Annexes
Annexe 3**

Annexe 3. Récépissé

Le président du bureau communal reconnaît avoir reçu le 2006, un acte de
présentation de candidatures pour le Conseil de l'action sociale, déposé par (1)

Ces candidats sont : (1)

.....
.....
.....
.....

Ces candidats acceptent les candidatures qui leurs sont offertes, par une déclaration annexée à la dite
présentation.

Cet acte désigne, et
pour assister, en qualité de témoin et de témoin suppléant, aux opérations du bureau communal (2).

A, le.....2006.

Le Président,

(1) Le nom et le prénom sont précédés de la mention : Madame (Mme) ou Monsieur (M.).

(2) A ne compléter que si le présent acte n'est pas joint à une présentation de candidats au conseil communal. En effet, dans cette hypothèse, et conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 26 août 1988 déterminant les modalités de l'élection du conseil de l'aide sociale dans les communes visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et dans les communes de Comines-Warneton et de Fourons, les témoins désignés par les candidats au conseil communal sont désignés d'office dans la même qualité pour assister, pour le compte de la liste correspondante de candidats au conseil de l'action sociale, aux séances du bureau communal relatives à l'élection du conseil de l'action sociale.

**Election du conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton
du 8 octobre 2006
CAS.F.S.1bis/ Annexe 4**

Province : _____ Canton électoral : _____
Commune : _____

Déclaration distincte d'acceptation de candidatures

Nous soussignés, candidats présentés pour le Conseil de l'action sociale par les électeurs signataires de l'acte, en date du2006, déclarons accepter les candidatures qui nous sont offertes.

Nous déclarons autoriser :

1.
2.
3., électeurs signataires de l'acte de présentation de nos candidatures, à effectuer le dépôt de cet acte.

Nous déclarons également désigner M., électeur (ou candidat) comme témoin et M., électeur (ou candidat) comme témoin suppléant, pour assister aux séances du bureau communal (1).

Nous nous engageons à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales et à déclarer ces dépenses par écrit en vue de déposer cette déclaration, dans les trente jours qui suivent la date des élections, au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement judiciaire dans lequel se situe le bureau communal.

Nous nous engageons, lors de la remise du relevé de nos dépenses, à joindre une déclaration relative à l'origine des fonds et à enregistrer l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

Dans les 30 jours suivant la date des élections, le candidat en tête de liste remettra le relevé des dépenses de propagande électorale de la liste ainsi que l'origine des fonds et y enregistrera l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

Nous nous engageons à respecter, au cours des élections et durant notre mandat, les principes démocratiques d'un Etat de droit ainsi que les droits et libertés inscrits dans la Constitution, dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966.

A, le2006.

Signature des candidats :

Nom et prénoms (2)	Signature	Résidence principale

**Election du conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton
du 8 octobre 2006
CAS.F.S.1bis/ Annexe 4**

(1) A ne compléter que si le présent acte n'est pas joint à une présentation de candidats au conseil communal. En effet, dans cette hypothèse, et conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 26 août 1988 déterminant les modalités de l'élection du conseil de l'aide sociale dans les communes visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et dans les communes de Comines-Warneton et de Fourons, les témoins désignés par les candidats au conseil communal sont désignés d'office dans la même qualité pour assister, pour le compte de la liste correspondante de candidats au conseil de l'action sociale, aux séances du bureau communal relatives à l'élection du conseil de l'aide sociale.

(2) Joindre un extrait du registre des électeurs démontrant que les candidats sont électeurs.

**Election du conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton
du 8 octobre 2006
CAS.F.S.1bis/ Annexe 4**

Récépissé

Le président du bureau communal reconnaît avoir reçu la déclaration d'acceptation distincte, déposée le 2006, par (1)

Ces candidats sont : (1)

.....
.....
.....
.....

L'acte d'acceptation désigne, et
..... pour assister, en qualité de témoin et de témoin suppléant, aux opérations du bureau communal.

A, le.....2006.

Le Président,

(1) Le nom et le prénom sont précédés de la mention : Madame (Mme) ou Monsieur (M.).

Election du Conseil de l'action sociale de Comines-Warнетon

CAS.F.S.2/Annexe 5

Province : _____ Canton électoral : _____
Commune : _____

Présentation de candidats par des conseillers sortants

Nous, soussignés, conseillers de l'action sociale sortants de Comines-Warнетon, présentons les personnes mentionnées ci-dessous comme candidats pour l'élection du Conseil de l'action sociale fixée au 8 octobre 2006.

Le sigle ou logo doit surmonter la liste des candidats sur le bulletin de vote (1).
Ce sigle ou logo signifie :

Nous désignons les candidats et
pour effectuer le dépôt de cet acte.

A. CANDIDATS

ORDRE DE PRESENTATION DES CANDIDATS N° D'ORDRE	NOM DES CANDIDATS (2)	PRENOMS	DATE DE NAISSANCE	SEXE (3)	PROFES-SION	N° DU REGISTRE NATIONAL	RESIDENCE PRINCIPALE ET ADRESSE COMPLETE
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							

(1)

- Le sigle est formé des initiales soit de tous les mots, soit d'une partie des mots qui composent la dénomination de la liste de candidats. Il peut être un acronyme. Il peut comporter un logogramme.
Le sigle est composé au plus de douze lettres et/ou chiffres et au plus de treize signes.
Le logo est la représentation graphique du nom de la liste.
- Lorsque le présent acte est joint à un acte de présentation de candidats au conseil communal, le sigle et le numéro d'ordre attribués à la liste de candidats au conseil communal servent également à identifier et à numéroter la liste correspondante de candidats au conseil de l'action sociale.

(2)

- L'identité du candidat (e), marié (e) ou veuf (ve), peut être précédée ou suivie du nom de son conjoint ou de son conjoint décédé.
Le prénom de naissance du candidat peut être suivi du prénom usuel, pour autant que cette mention ne permette pas de confondre avec un autre candidat ou une personnalité connue au niveau de la circonscription.
Ainsi, le bureau de circonscription peut autoriser un candidat à faire usage sur l'affiche et le bulletin de vote d'un autre prénom, en appliquant les règles suivantes :
1° Le prénom sous lequel le candidat est effectivement connu n'est pas son premier prénom, mais un autre, repris sur son acte de naissance : dans ce cas, il mentionne le prénom complet sur son acte de présentation et indique son souhait de voir figurer en lieu et place sur le bulletin la mention choisie ;

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton**

CAS.F.S.2/Annexe 5

2° Le candidat est connu sous une abréviation de l'un de ses prénoms énumérés sur l'acte de naissance : par exemple, Danny pour Daniel ; il procède comme au point 1° ;

3° Le prénom qu'il souhaite voir figurer sur le bulletin de vote ne fait pas partie de l'énumération des prénoms repris sur son acte de naissance : le bureau de circonscription admettra cette mention sur la foi d'un acte de notoriété délivré par le juge de paix ou un notaire ; le prénom de naissance du candidat sera mentionné sur le bulletin suivi de son prénom usuel.

- Le nombre de candidats ne peut être supérieur à celui des membres à élire dans la commune.
- Un candidat ne peut se présenter sur plus d'une liste dans la commune.
- Pour pouvoir être élu conseiller de l'action sociale, il faut :
 1. Etre Belge ;
La manière dont la nationalité belge a été obtenue (naissance, naturalisation, mariage, option) ne joue aucun rôle.
 2. Etre âgé de 18 ans ;
 3. Etre inscrit au registre de la population de la commune ;
Ne sont pas éligibles :
 - 1° ceux qui sont privés du droit d'éligibilité par condamnation ;
 - 2° ceux qui sont exclus ou suspendus de l'électorat par application des articles L4121-2 et 3.
 - 3° ceux qui, sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° et 2°, ont été condamnés, même avec sursis, du chef de l'une des infractions prévues aux articles 240, 241, 243 et 245 à 248 du code pénal, commises dans l'exercice de fonctions locales, cette inéligibilité cessant douze ans après la condamnation.

Conformément à l'article 7 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, toutes les conditions d'éligibilité doivent être remplies à la date de l'élection.

(3)

Dans cette colonne, indiquer H pour un homme, F pour une femme.

- Pour la présentation à l'élection directe du conseil de l'action sociale, voir aussi l'arrêté royal du 26 août 1988 déterminant les modalités de l'élection du conseil de l'aide sociale dans les communes visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et dans les communes de Comines-Warneton et de Fourons.

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton**

CAS.F.S.2/Annexe 5

B. CONSEILLERS DE L'ACTION SOCIALE SORTANTS QUI FONT LA PRESENTATION

NUMEROS	NOMS ET PRENOMS DES CONSEILLERS PROVINCIAUX QUI PRESENTENT	DATE DE NAISSANCE	SEXE	PROFESSION	RESIDENCE PRINCIPALE ET ADRESSE COMPLETE
1					
2					

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warнетon**CAS.F.S.2-Annexes
Annexe 6

Province : _____ Canton électoral : _____

Commune : _____

Annexes à la présentation de candidats par des conseillers sortants**Annexe 1 Déclaration de présentation de candidats par des conseillers de l'action sociale sortants**

Je soussigné,

NOM (en majuscule) :

Prénoms :

Sexe :

Date de naissance :

Résidence principale : (rue), (numéro), (boîte),
..... (commune), (code postal)

Numéro d'identification au registre national des personnes physiques :

conseiller de l'action sociale sortant, déclare par la présente appuyer la présentation de candidats sur la liste suivante : (sigle) pour l'élection du conseil de l'action sociale du 8 octobre 2006.

Accepte / n'accepte pas une éventuelle désignation comme témoin de parti ou témoin suppléant (biffer la mention inutile).

Fait à, le 2006.

Numéro d'ordre de la déclaration :

Signature,

Election du Conseil de l'action sociale de Comines-Warineton

CAS.F.S.2-Annexes
Annexe 6

Annexe 2. Déclaration d'acceptation

Nous, soussignés, candidats présentés par les conseillers de l'action sociale sortants dont les noms sont repris dans l'acte de présentation de candidatures, déclarons accepter les candidatures qui nous sont offertes.

Nous déclarons également désigner M., électeur (ou candidat) comme témoin et M., électeur (ou candidat) comme témoin suppléant, pour assister aux séances du bureau communal (1).

Nous nous engageons à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales et à déclarer ces dépenses par écrit en vue de déposer cette déclaration, dans les trente jours qui suivent la date des élections, au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement judiciaire dans lequel se situe le bureau communal.

Nous nous engageons, lors de la remise du relevé de nos dépenses, à joindre une déclaration relative à l'origine des fonds et à enregistrer l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

Dans les 30 jours suivant la date des élections, le candidat en tête de liste remettra, le relevé des dépenses de propagande électorale de la liste ainsi que l'origine des fonds et y enregistrera l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

Nous nous engageons à respecter, au cours des élections et durant notre mandat, les principes démocratiques d'un Etat de droit ainsi que les droits et libertés inscrits dans la Constitution, dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966.

A, le2006.

Signature des candidats :

Nom et prénoms (2)	Signature	Résidence principale

(1) A ne compléter que si le présent acte n'est pas joint à une présentation de candidats au conseil communal. En effet, dans cette hypothèse, et conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 26 août 1988 déterminant les modalités de l'élection du conseil de l'aide sociale dans les communes visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et dans les communes de Comines-Warineton et de Fourons, les témoins désignés par les candidats au conseil communal sont désignés d'office dans la même qualité pour assister, pour le compte de la liste correspondante de candidats au conseil de l'action sociale, aux séances du bureau communal relatives à l'élection du conseil de l'aide sociale.

(2) Joindre un extrait du registre des électeurs démontrant que les candidats sont électeurs.

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton**

CAS.F.S.2-Annexes
Annexe 6

Annexe 3. Récépissé

Le président du bureau communal reconnaît avoir reçu le 2006, un acte de
présentation de candidatures pour le Conseil de l'action sociale, déposé par (1)

Ces candidats sont : (1)

.....
.....
.....
.....
.....

Ces candidats acceptent les candidatures qui leurs sont offertes, par une déclaration annexée à la dite
présentation.

Cet acte désigne, et
pour assister, en qualité de témoin et de témoin suppléant, aux opérations du bureau communal (2).

A, le.....2006.

Le Président,

(1) Le nom et le prénom sont précédés de la mention : Madame (Mme) ou Monsieur (M.).

(2) A ne compléter que si le présent acte n'est pas joint à une présentation de candidats au conseil communal. En effet, dans cette hypothèse, et conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 26 août 1988 déterminant les modalités de l'élection du conseil de l'aide sociale dans les communes visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et dans les communes de Comines-Warneton et de Fourons, les témoins désignés par les candidats au conseil communal sont désignés d'office dans la même qualité pour assister, pour le compte de la liste correspondante de candidats au conseil de l'action sociale, aux séances du bureau communal relatives à l'élection du conseil de l'action sociale.

**Election du conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton du 8 octobre
2006
CAS.F.S.2bis/Annexe 7**

Province : _____ Canton électoral : _____
Commune : _____

Déclaration distincte d'acceptation

Nous, soussignés, candidats présentés par les conseillers de l'action sociale sortants dont les noms sont repris dans l'acte de présentation de candidatures, en date du 2006, déclarons accepter les candidatures qui nous sont offertes.

Nous déclarons également désigner M., électeur (ou candidat) comme témoin et M., électeur (ou candidat) comme témoin suppléant, pour assister aux séances du bureau communal (1).

Nous nous engageons à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales et à déclarer ces dépenses par écrit en vue de déposer cette déclaration, dans les trente jours qui suivent la date des élections, au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement judiciaire dans lequel se situe le bureau communal.

Nous nous engageons, lors de la remise du relevé de nos dépenses, à joindre une déclaration relative à l'origine des fonds et à enregistrer l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

Dans les 30 jours suivant la date des élections, le candidat en tête de liste remettra, le relevé des dépenses de propagande électorale de la liste ainsi que l'origine des fonds et y enregistrera l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

Nous nous engageons à respecter, au cours des élections et durant notre mandat, les principes démocratiques d'un Etat de droit ainsi que les droits et libertés inscrits dans la Constitution, dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966.

A, le2006.

Signature des candidats :

Nom et prénoms (2)	Signature	Résidence principale

(1) A ne compléter que si le présent acte n'est pas joint à une présentation de candidats au conseil communal. En effet, dans cette hypothèse, et conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 26 août 1988 déterminant les modalités de l'élection du conseil de l'aide sociale dans les communes visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et dans les communes de Comines-Warneton et de Fourons, les témoins désignés par les candidats au conseil communal sont désignés d'office dans la même qualité pour assister, pour le compte de la liste correspondante de candidats au conseil de l'action sociale, aux séances du bureau communal relatives à l'élection du conseil de l'aide sociale.

(2) Joindre un extrait du registre des électeurs démontrant que les candidats sont électeurs.

**Election du conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton du 8 octobre
2006
CAS.F.S.2bis/Annexe 7**

ANNEXE : RECEPISSE

Le président du bureau communal reconnaît avoir reçu la déclaration d'acceptation distincte, déposée le 2006, par (1)

Ces candidats sont : (1)

.....
.....
.....
.....

L'acte d'acceptation désigne, et
..... pour assister, en qualité de témoin et de témoin suppléant, aux opérations du bureau communal.

A, le.....2006.

Le Président,

(1) Le nom et le prénom sont précédés de la mention : Madame (Mme) ou Monsieur (M.).

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton du 8 octobre**

123.B30P.C1.11/Annexe 8

Province : HAINAUT

Canton électoral : Comines-Warneton

proces-verbal en cas d'élection sans lutte (1)

Vu l'arrêt définitif de la liste des candidats ;

Attendu que le nombre des candidats effectifs régulièrement présentés n'excède pas celui des mandats à conférer ;

Proclame immédiatement élus conseillers de l'action sociale :

A - Effectifs :	B - Effectifs :	C - Effectifs : (2)
MM.	MM.	MM.
1.	1.	1.
2.	2.	2.
3.	3.	3.
4.	4.	4.
5.	5.	5.
6.	6.	6.
7.	7.	7.
8.	8.	8.
9.	9.	9.
10.	10.	10.
11.	11.	11.
12.	12.	12.
13.	13.	13.

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton du 8 octobre**

123.B30P.C1.11/Annexe 8

De tout quoi, le présent procès-verbal a été rédigé et signé séance tenante. Il sera adressé immédiatement à la députation permanente du conseil provincial, avec les actes de présentation et d'acceptation. Des extraits seront adressés aux élus et seront publiés par voie d'affiche, dans la commune de

A, le..... 2006.

Le secrétaire,
(s.)Les membres du bureau,
(s.)Le président,
(s.)

Les témoins,

- (1) Ce procès-verbal sera établi le jeudi 24ème jour avant l'élection ou, en cas d'appel le lundi 20ème jour avant l'élection, après rectification éventuelle de la liste des candidats, conformément aux décisions de la Cour d'appel.
- (2) Le nom et le prénom sont précédés de la mention : Madame (Mme) ou Monsieur (M.)

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton du 8 octobre**

123.B13P.C1.8/Annexe 9

Province : HAINAUT

Canton électoral : Comines-Warneton

notification du rejet de candidature (par lettre recommandée)

Bureau communal :

A utiliser quel
que soit le
motif du rejet

Communiqué à M.(1),
électeur déposant de l'acte de présentation des candidatures
de M.....
.....
.....
.....
et consorts à l'élection du conseil de l'action sociale, l'extrait ci-après du procès-verbal de
la séance du bureau communal en date du, reproduisant le texte des
motifs de la décision par laquelle ledit bureau a déclaré irrégulier l'acte de présentation
des candidats ou la candidature de M.
.....
.....
présentés par lui et a écarté ceux-ci de la liste provisoire des candidats

A n'utiliser qu'en
cas de rejet
pour motif
d'inéligibilité

Communiqué à M....., candidat à l'élection du conseil de
l'action sociale, l'extrait ci-après du procès-verbal de la séance du bureau
communal, en date du, reproduisant le texte des motifs
de la décision par laquelle ledit bureau a écarté sa candidature pour motif
d'inéligibilité.
.....
.....
.....

L'attention de M. est attirée sur les dispositions
suivantes du Code électoral (voir verso, art. 123 à 125quater du Code électoral).

A , le 2006
Le Président,

(1) - L'électeur qui a fait la remise de l'acte de présentation en cause ou, dans le cas où il y a eu plusieurs déposants, celui d'entre eux qui se trouve désigné le premier dans l'acte d'acceptation.
- Le nom et le prénom sont précédés de la mention : Madame (Mme) ou Monsieur (M.).

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton du 8 octobre**

123.B13P.C1.8/Annexe 9

Extrait du Code électoral

En application de l'article 26 de la Loi électorale communale, les articles suivants du Code électoral doivent être lus comme suit :

Art. 123. - Les déposants des listes admises ou écartées, ou à leur défaut l'un des candidats qui y figurent, peuvent le vingt-quatrième jour avant le scrutin, entre 14 et 16 heures, au lieu indiqué pour la remise des actes de présentation, remettre au président du bureau principal qui en donne récépissé, un mémoire contestant les irrégularités retenues lors de l'arrêt provisoire de la liste des candidats ou invoquées le lendemain de cet arrêt. Si l'irrégularité en cause est l'inéligibilité d'un candidat, un mémoire peut être déposé dans les mêmes conditions.

Le cas échéant, les personnes visées à l'alinéa précédent, peuvent déposer un acte rectificatif ou complémentaire.

L'acte rectificatif ou complémentaire n'est recevable que dans le cas où un acte de présentation ou bien un ou plusieurs candidats, qui figurent sur un de ces actes, ont été écartés pour l'un des motifs suivants :

- 1° absence du nombre requis de signatures régulières d'électeurs présentants;
- 2° nombre trop élevé de candidats titulaires ou suppléants ;
- 3° défaut d'acceptation régulière ;
- 4° absence ou insuffisance de mentions relatives aux nom, prénoms, date de naissance, profession, domicile et adresse complète des candidats ou des électeurs autorisés à déposer l'acte;
- 5° l'inobservation des règles concernant le classement des candidats ou la disposition de leurs noms;
- 6° non-respect des règles relatives à la composition équilibrée des listes, visées par l'article 23, alinéa 12, de la Loi électorale communale.

Sauf dans le cas prévu au 6° de l'alinéa précédent, l'acte rectificatif ou complémentaire ne peut comprendre le nom d'aucun candidat nouveau. Il ne peut en tout état de cause modifier l'ordre de présentation adopté dans l'acte écarté.

La réduction du nombre trop élevé de candidats-titulaires ou suppléants ne peut résulter que d'une déclaration écrite, par laquelle un candidat retire son acte d'acceptation.

Les nouveaux candidats proposés conformément à l'alinéa 3, 6°, doivent accepter par une déclaration écrite la candidature qui leur est offerte.

Les signatures valables des électeurs et des candidats acceptants, ainsi que les énonciations régulières de l'acte écarté restent acquises, si l'acte rectificatif ou complémentaire est accepté.

Art. 124. Le vingt-quatrième jour avant le scrutin, à 16 heures, le bureau principal se réunit.

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton du 8 octobre**

123.B13P.C1.8/Annexe 9

Le cas échéant, il examine les documents reçus par le président en conformité des articles 121, 122 et 123, et statue à leur égard après avoir entendu les intéressés s'ils le désirent. Il rectifie, s'il y a lieu, la liste des candidats et arrête définitivement celle-ci.

Sont seuls admis à assister à cette séance, les déposants des listes ou à leur défaut, les candidats qui ont fait remise de l'un ou l'autre des documents prévus aux articles 121 et 123, ainsi que les témoins désignés en vertu de l'article 116, par les candidats de ces listes.

Lorsque l'éligibilité d'un candidat est contestée, ce candidat et le réclamant peuvent également assister à la séance, soit personnellement, soit par mandataire. Leur présence personnelle, ou par mandataire, est une condition de recevabilité de l'appel prévu à l'article 125.

Art. 125. Lorsque le bureau principal rejette une candidature pour inéligibilité d'un candidat, il en fait mention au procès-verbal et, si le candidat écarté est présent ou représenté, le président invite le candidat ou son mandataire à signer, s'il le désire, sur le procès-verbal une déclaration d'appel.

En cas de rejet d'une réclamation invoquant l'inéligibilité d'un candidat, la même procédure est d'application et le réclamant ou son mandataire est invité à signer, s'il le désire, une déclaration d'appel.

En cas d'appel, l'affaire est fixée devant la première Chambre de la Cour d'appel du ressort, le vingtième jour avant l'élection, à 10 heures du matin, même si ce jour est un jour férié, ce sans assignation ni convocation.

Les décisions du bureau principal, autres que celles se rapportant à l'éligibilité des candidats, ne sont pas sujettes à appel.

Art. 125bis. Le président de la Cour d'appel se tient à la disposition des présidents des bureaux principaux de son ressort, le vingt-troisième jour avant l'élection, entre 11 et 13 heures, en son Cabinet, pour y recevoir, de leurs mains, une expédition des procès-verbaux contenant les déclarations d'appel ainsi que tous les documents intéressant les litiges dont les bureaux principaux ont eu connaissance.

Assisté de son greffier, il dresse l'acte de cette remise.

Art. 125ter. Le président de la Cour d'appel porte l'affaire au rôle d'audience de la première Chambre de la Cour d'appel le vingtième jour avant l'élection, à 10 heures du matin, même si ce jour est un jour férié.

La première Chambre de la Cour d'appel examine les affaires d'éligibilité toutes affaires cessantes.

A l'audience publique, le président donne lecture des pièces du dossier. Il donne ensuite la parole à l'appelant et, éventuellement, à l'intimé; ceux-ci peuvent se faire représenter et assister d'un conseil.

La Cour, après avoir entendu le Procureur Général en son avis, statue séance tenante par un arrêt dont il est donné lecture en audience publique; cet arrêt n'est pas signifié à l'intéressé mais est déposé au greffe de la Cour où l'intéressé peut en prendre communication sans frais.

Le dispositif de l'arrêt est porté télégraphiquement à la connaissance du président du bureau principal, au lieu indiqué par celui-ci, par les soins du ministère public.

Le dossier de la Cour, accompagné d'une expédition de l'arrêt, est envoyé dans la huitaine au greffier de l'assemblée chargée d'examiner les pouvoirs des élus.

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton du 8 octobre**

123.B13P.C1.8/Annexe 9

Art. 125quater. Les arrêts visés à l'article 125ter ne sont susceptibles d'aucun recours.

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton du 8 octobre**

123.B13P.C1.9/Annexe 10

Province : HAINAUT

Canton électoral : Comines-Warneton

**récépisse d'une réclamation contre un candidat par le président du bureau
communal.****Bureau communal****ELECTION DU CONSEIL DE L'ACTION SOCIALE DU
8 OCTOBRE 2006**

Le soussigné, président du bureau communal, reconnaît avoir reçu de
..... (1)
dans le délai imparti par la loi, une réclamation motivée contre l'admission de la candidature de M.....
.....
.....
à l'élection du conseil de l'action sociale.

A....., le..... 2006.

Le Président,

(1) - Seuls les candidats et les déposants des listes sont admis à formuler une réclamation.

- Le nom et le prénom sont précédés de la mention : Madame (Mme) ou Monsieur (M.).

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton du 8 octobre**

123.B30P.10/Annexe 11

Province : HAINAUT

Canton électoral : Comines-Warneton

notification d'une réclamation par lettre recommandée

Le bureau communal :

A utiliser quel
que soit l'objet
de la réclamation

Le président du bureau communal porte à la connaissance de
M. (1)
électeur déposant de l'acte de présentation des candidatures de
M.....

.....
.....

et consorts à l'élection du conseil de l'action sociale, qu'une réclamation invoquant les
motifs indiqués ci-dessus lui a été remise contre l'admission des candidatures de M.

.....
.....
.....

figurant dans le dit acte :

.....
.....
.....
.....

A n'utiliser
qu'en cas de
contestation
de l'éligibilité

Le président du bureau communal porte à la connaissance de
M.....,
candidat à l'élection du conseil de l'action sociale, qu'une réclamation
invoquant les motifs indiqués ci-dessous lui a été remise, contestant son
éligibilité :

.....
.....

Il attire son attention sur les dispositions du Code électoral reproduites ci-après
(voir ci-joint : art. 123 à 125quater du Code électoral).

A, le 2006.

Le Président,

(1) - L'électeur qui a fait la remise de l'acte de présentation attaqué ou, s'il y a plusieurs déposants, celui d'entre eux qui se trouve désigné le premier dans l'acte d'acceptation.

- Le nom et le prénom sont précédés de la mention : Madame (Mme) ou Monsieur (M).

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton du 8 octobre**

123.B30P.10/Annexe 11

Extrait du Code électoral

En application de l'article 26 de la Loi électorale communale, les articles suivants du Code électoral doivent être lus comme suit :

Art. 123. - Les déposants des listes admises ou écartées, ou à leur défaut l'un des candidats qui y figurent, peuvent le vingt-quatrième jour avant le scrutin, entre 14 et 16 heures, au lieu indiqué pour la remise des actes de présentation, remettre au président du bureau principal qui en donne récépissé, un mémoire contestant les irrégularités retenues lors de l'arrêt provisoire de la liste des candidats ou invoquées le lendemain de cet arrêt. Si l'irrégularité en cause est l'inéligibilité d'un candidat, un mémoire peut être déposé dans les mêmes conditions.

Le cas échéant, les personnes visées à l'alinéa précédent, peuvent déposer un acte rectificatif ou complémentaire.

L'acte rectificatif ou complémentaire n'est recevable que dans le cas où un acte de présentation ou bien un ou plusieurs candidats, qui figurent sur un de ces actes, ont été écartés pour l'un des motifs suivants :

- 1° absence du nombre requis de signatures régulières d'électeurs présentants;
- 2° nombre trop élevé de candidats titulaires ou suppléants ;
- 3° défaut d'acceptation régulière ;
- 4° absence ou insuffisance de mentions relatives aux nom, prénoms, date de naissance, profession, domicile et adresse complète des candidats ou des électeurs autorisés à déposer l'acte;
- 5° l'inobservation des règles concernant le classement des candidats ou la disposition de leurs noms;
- 6° non-respect des règles relatives à la composition équilibrée des listes, visées par l'article 23, alinéa 12, de la Loi électorale communale.

Sauf dans le cas prévu au 6° de l'alinéa précédent, l'acte rectificatif ou complémentaire ne peut comprendre le nom d'aucun candidat nouveau. Il ne peut en tout état de cause modifier l'ordre de présentation adopté dans l'acte écarté.

La réduction du nombre trop élevé de candidats-titulaires ou suppléants ne peut résulter que d'une déclaration écrite, par laquelle un candidat retire son acte d'acceptation.

Les nouveaux candidats proposés conformément à l'alinéa 3, 6°, doivent accepter par une déclaration écrite la candidature qui leur est offerte.

Les signatures valables des électeurs et des candidats acceptants, ainsi que les énonciations régulières de l'acte écarté restent acquises, si l'acte rectificatif ou complémentaire est accepté.

Art. 124. Le vingt-quatrième jour avant le scrutin, à 16 heures, le bureau principal se réunit.

Le cas échéant, il examine les documents reçus par le président en conformité des articles 121, 122 et 123, et statue à leur égard après avoir entendu les intéressés s'ils le désirent. Il rectifie, s'il y a lieu, la liste des candidats et arrête définitivement celle-ci.

Sont seuls admis à assister à cette séance, les déposants des listes ou à leur défaut, les candidats qui ont fait remise de l'un ou l'autre des documents prévus aux articles 121 et 123, ainsi que les témoins désignés en vertu de l'article 116, par les candidats de ces listes.

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton du 8 octobre**

123.B30P.10/Annexe 11

Lorsque l'éligibilité d'un candidat est contestée, ce candidat et le réclamant peuvent également assister à la séance, soit personnellement, soit par mandataire. Leur présence personnelle, ou par mandataire, est une condition de recevabilité de l'appel prévu à l'article 125.

Art. 125. Lorsque le bureau principal rejette une candidature pour inéligibilité d'un candidat, il en fait mention au procès-verbal et, si le candidat écarté est présent ou représenté, le président invite le candidat ou son mandataire à signer, s'il le désire, sur le procès-verbal une déclaration d'appel.

En cas de rejet d'une réclamation invoquant l'inéligibilité d'un candidat, la même procédure est d'application et le réclamant ou son mandataire est invité à signer, s'il le désire, une déclaration d'appel.

En cas d'appel, l'affaire est fixée devant la première Chambre de la Cour d'appel du ressort, le vingtième jour avant l'élection, à 10 heures du matin, même si ce jour est un jour férié, ce sans assignation ni convocation.

Les décisions du bureau principal, autres que celles se rapportant à l'éligibilité des candidats, ne sont pas sujettes à appel.

Art. 125bis. Le président de la Cour d'appel se tient à la disposition des présidents des bureaux principaux de son ressort, le vingt-troisième jour avant l'élection, entre 11 et 13 heures, en son Cabinet, pour y recevoir, de leurs mains, une expédition des procès-verbaux contenant les déclarations d'appel ainsi que tous les documents intéressant les litiges dont les bureaux principaux ont eu connaissance.

Assisté de son greffier, il dresse l'acte de cette remise.

Art. 125ter. Le président de la Cour d'appel porte l'affaire au rôle d'audience de la première Chambre de la Cour d'appel le vingtième jour avant l'élection, à 10 heures du matin, même si ce jour est un jour férié.

La première Chambre de la Cour d'appel examine les affaires d'éligibilité toutes affaires cessantes.

A l'audience publique, le président donne lecture des pièces du dossier. Il donne ensuite la parole à l'appelant et, éventuellement, à l'intimé; ceux-ci peuvent se faire représenter et assister d'un conseil.

La Cour, après avoir entendu le Procureur Général en son avis, statue séance tenante par un arrêt dont il est donné lecture en audience publique; cet arrêt n'est pas signifié à l'intéressé mais est déposé au greffe de la Cour où l'intéressé peut en prendre communication sans frais.

Le dispositif de l'arrêt est porté télégraphiquement à la connaissance du président du bureau principal, au lieu indiqué par celui-ci, par les soins du ministère public.

Le dossier de la Cour, accompagné d'une expédition de l'arrêté, est envoyé dans la huitaine au greffier de l'assemblée chargée d'examiner les pouvoirs des élus.

Art. 125quater. Les arrêts visés à l'article 125ter ne sont susceptibles d'aucun recours.

Elections communales et provinciales du 8 octobre 2006

CP.F.O1.1/Annexe 12

Province : _____ Canton électoral : _____
Commune : _____

avis de convocation des électeurs (1)

LE COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS,

a l'honneur de faire savoir aux électeurs de la commune qu'il sera procédé, le dimanche 8 octobre 2006 à l'élection de(nombre) membres du conseil communal et à l'élection de.....(nombre) membres du conseil provincial.

Les électeurs communaux sont priés de se rendre respectivement dans les locaux indiqués dans le tableau ci-dessous (2) munis de leur LETTRE DE CONVOCATION et de leur PIECE D'IDENTITE pour prendre part au scrutin qui sera ouvert le dimanche 8 octobre 2006 **de 8 h à 13 h** (3).
Les électeurs ne résidant plus au jour de l'élection dans la commune où ils sont inscrits comme électeur ont droit au remboursement de leur frais de déplacement (4).

Les électeurs qui n'auraient **PAS** reçu leur lettre de convocation avant le 8 octobre 2006 (jour du scrutin) pourront la retirer au secrétariat communal (rue n°) jusqu'au jour du scrutin, à midi.

VOTE PAR PROCURATION (art.L4132-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation).

§ 1. Peut mandater un autre électeur pour voter en son nom et pour son compte :

1 l'électeur qui, pour cause de maladie ou d'infirmité de lui-même, d'un parent ou allié ou d'un cohabitant, est dans l'incapacité de se rendre au centre de vote ou d'y être transporté. Cette incapacité est attestée par certificat médical. Les médecins qui sont présentés comme candidats à l'élection ne peuvent délivrer un tel certificat.

2° l'électeur qui, pour des raisons professionnelles ou de service :

- a) est retenu à l'étranger de même que les électeurs, membres de sa famille ou de sa suite, qui résident avec lui;
- b) se trouvant dans le Royaume au jour du scrutin, est dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

L'impossibilité visée sous a) et b) est attestée par un certificat délivré par l'autorité militaire ou civile ou par l'employeur dont l'intéressé dépend.

Si l'intéressé est un indépendant, l'impossibilité visée sous a) et b) est attestée par une déclaration sur l'honneur préalable effectuée auprès de l'administration communale.

3° l'électeur qui exerce la profession de batelier, de marchand ambulant ou de forain et les membres de sa famille habitant avec lui.

(1)Avis de convocation des électeurs au scrutin - voir article L4124-1§3 du code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Cet avis doit être diffusé au plus tard 20 jours avant le scrutin.

(2)Si la commune ne compte qu'un seul bureau de vote, à mentionner dans le local à

(3)Mentionner le cas échéant de **8h à 15h** pour les communes où le vote est automatisé.

(4) article L4135-2§2 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

L'exercice de la profession est attesté par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune où l'intéressé est inscrit au registre de la population.

**Elections communales et provinciales
du 8 octobre 2006**

CP.F.O1.1/Annexe 12

- 4° l'électeur qui, au jour du scrutin, se trouve dans une situation privative de liberté par suite d'une mesure judiciaire.

Cet état est attesté par la direction de l'établissement où séjourne l'intéressé.

- 5° l'électeur qui, en raison de ses convictions religieuses, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

Cette impossibilité doit être justifiée par une attestation délivrée par les autorités religieuses.

- 6° l'étudiant qui, pour des motifs d'étude, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote, à condition qu'il produise un certificat de la direction de l'établissement qu'il fréquente ;

- 7° l'électeur qui, pour des raisons autres que celles mentionnées ci-dessus, est absent de son domicile le jour du scrutin en raison d'un séjour temporaire à l'étranger, et se trouve dès lors dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

Le séjour à l'étranger pour une telle raison peut être attesté par un certificat de l'organisation de voyages. Ce document mentionne le nom de l'électeur qui souhaite mandater un autre électeur pour voter en son nom.

Si l'électeur n'est pas en mesure de se faire délivrer un tel document, l'impossibilité dans laquelle il se trouve de se présenter au centre de vote le jour du scrutin peut être attestée par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune de son domicile sur présentation d'autres pièces justificatives ou d'une déclaration écrite sur l'honneur. Le gouvernement détermine le modèle du certificat à délivrer par le bourgmestre.

La demande doit être introduite auprès du bourgmestre du domicile au plus tard le jour qui précède celui des élections.

§ 2. Tout électeur peut être désigné comme mandataire.

Un candidat peut être désigné mandataire auprès de son conjoint ou cohabitant légal, d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d'être lui-même électeur.

Un candidat peut de même être désigné comme mandataire auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile, pour autant que la parenté soit établie jusqu'au troisième degré.

Si le mandant et le mandataire sont tous deux inscrits au registre de population de la même commune, le bourgmestre de cette commune atteste sur le formulaire de procuration le lien de parenté.

S'ils ne sont pas inscrits dans la même commune, le bourgmestre de la commune où le mandataire est inscrit atteste le lien de parenté sur présentation d'un acte de notoriété.

L'acte de notoriété est joint au formulaire de procuration.

Chaque mandataire ne peut disposer que d'une procuration.

Par dérogation aux alinéas qui précèdent, le mandataire sera désigné librement par le mandant, pour ce qui concerne l'électeur qui, en raison de ses convictions religieuses, est dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote .

- § 3. La procuration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le gouvernement et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal.

La procuration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, ainsi que les nom, prénoms, date de naissance, adresse du mandant et du mandataire, le numéro de carte d'identité du mandant ainsi que son numéro d'identification au Registre national des personnes physiques.

**Elections communales et provinciales
du 8 octobre 2006**

CP.F.O1.1/Annexe 12

N.B. Dans leur acte d'acceptation, les candidats s'engagent à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, et à déclarer celles-ci.

Ils s'engagent à joindre à leur déclaration de dépenses une déclaration d'origine des fonds et à enregistrer l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus. Le candidat en tête de liste doit, en outre, déclarer, dans les trente jours qui suivent la date des élections, les dépenses afférentes à la campagne électorale de la liste ainsi que l'origine des fonds et à enregistrer l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

La personne mandatée à cet effet par la liste rassemble les déclarations de dépenses électorales de chaque candidat et de la liste et les dépose au greffe du tribunal de première instance dans le ressort duquel le bureau de circonscription est situé, dans les trente jours qui suivent la date des élections.

A partir du trente et unième jour, après les élections, les déclarations peuvent être consultées au greffe du tribunal de première instance, pendant quinze jours, par tous les électeurs de la circonscription électorale concernée sur présentation de leur convocation au scrutin.

Election du centre public d'action sociale
de Comines-Warneton
du 8 octobre 2006
Annexe 13

1

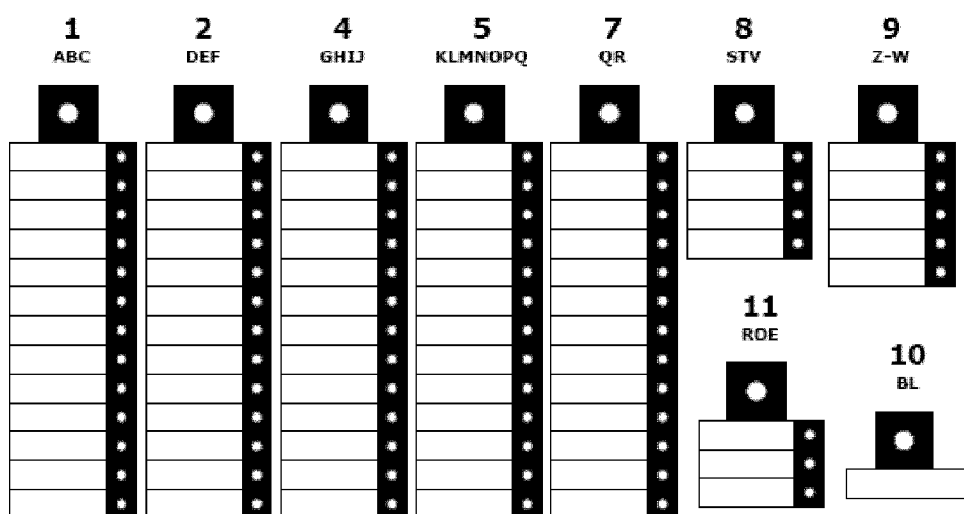
Bulletins de vote bilingues français-néerlandais

Election _____ / Verkiezingen _____

Circonscription électorale de / Kieskring van _____

8 octobre 2006 / 8 Oktober 2006

Election de _____ conseillers. / Verkiezingen van _____ leden.



Instructions pour l'impression du bulletin

1. Le bulletin porte, dans l'ordre, les mentions suivantes :

1° « Election », suivi de « du conseil communal » ou « du conseil provincial » ou « directe du conseil de l'action sociale » ;
2° « Circonscription électorale de » suivi du nom du district ou de la commune ;

3° « 8 octobre 2006 »

4° « Election de » suivi du nombre de mandats à pourvoir, suivi de « conseillers » ;

5° Une ligne reprenant en caractères de 10 mm maximum le numéro de chaque liste de candidats se présentant au suffrage, dans l'ordre déterminé par les tirages au sort successifs ; en cas de nécessité, le bureau peut décider que deux ou plusieurs listes incomplètes seront placées dans une même colonne. S'il y a lieu, il détermine par tirage au sort l'emplacement des colonnes et les numéros des listes que ces colonnes comprennent.

Les listes affiliées obtiennent le numéro d'ordre commun visé par l'article L4142-26 à 31, et aucune autre liste ne peut obtenir un de ces numéros, même si aucune liste affiliée n'est présentée dans la commune.

6° Une ligne reprenant sur une hauteur de 10 mm maximum et de 30 mm maximum, les sigles ou logos des listes de candidats correspondant aux numéros ;

7° Une ligne reprenant la case de tête où l'électeur peut marquer son approbation pour l'ordre de la liste ;

8° Pour chaque liste, le nombre de lignes nécessaires pour en indiquer tous les candidats, dans l'ordre figurant sur l'acte de présentation, avec les mentions suivantes : le nom et le prénom, précédés d'un numéro d'ordre et suivis de la case où l'électeur marquera son choix. La hauteur de la case ne peut dépasser trois lignes de texte et 20 mm. Les cases réservées au vote sont noires et présentent au milieu un petit cercle de la couleur du papier ayant un diamètre de 4mm.

2. Les mentions du bulletin de vote sont établies en français et en néerlandais, avec priorité au français.

3. Les dimensions des bulletins de vote sont arrêtées comme suit :
1° La largeur du bulletin de vote est de 6 cm pour une liste, majorée de 4 cm par liste supplémentaires.

2° La hauteur du bulletin de vote est de 18 cm pour neuf mandats, majorés de 2 cm par deux mandats supplémentaires.

4. Les bulletins de vote sont à feuillet simple. Le gouvernement met à disposition du président de chaque bureau de circonscription la quantité de papier électoral nécessaire pour les besoins de l'élection.

5. Le papier est de couleur blanche pour les élections communales, verte pour les élections provinciales, bleue pour les élections directes du conseil de l'action sociale.

6. Il ne peut être fait usage dans un même collège électoral de bulletins de vote de format différent. Dans tous les cas, les bulletins employés pour un même scrutin, doivent être absolument identiques.

**Election du conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton**

CAS.F.L.1/Annexe 14

**Modèle de déclaration des dépenses électorales consenties par une liste se
présentant aux élections pour le renouvellement du conseil de l'action sociale de
comines-warneton**

Dénomination, sigle et numéro d'ordre de la liste :

.....

Montant maximum autorisé de dépenses :
 correspondant à électeurs inscrits.

Le (la) soussigné(e), candidat(e) en tête de la liste mentionnée ci-dessus, déclare que ladite liste a consenti les dépenses électorales énumérées ci-après pour l'élection dont la nature et la date sont mentionnées ci-dessus :

<p>Rubrique 1. <i>Dépenses et engagements financiers afférents à des prestations de services ou à des fournitures en vue de la communication de messages verbaux, écrits, sonores et visuels.</i> Indiquer par type de message le moyen de communication utilisé (radio, télévision, presse écrite (1), tracts, affiches, panneaux de moins de 4 m² ...), la date de la communication et le montant de la dépense en distinguant, si c'est possible, le coût des fournitures et celui des prestations de services elles-mêmes utilisées pour la communication. <u>Exemples :</u> Tracts : - coût de la fourniture ; - coût de l'expédition par exemple par la Poste. Télévision : - coût de la production; - coût de la communication.</p> <p>Rubrique 2. <i>Dépenses relatives à des prestations de services rémunérées non reprises à la rubrique 1.</i> Indiquer par prestation de services, le prestataire et le montant de la prestation.</p> <p>Rubrique 3. <i>Dépenses relatives à l'acquisition ou à la location de biens ou de fournitures non visées à la rubrique 1.</i> Indiquer par objet, l'identité des biens ou fournitures et le montant de l'acquisition ou de la location. Si la distinction entre la prestation de services et la fourniture n'est pas possible, le montant global est repris à la rubrique 2.</p> <p>Rubrique 4. <i>Autres dépenses non visées aux rubriques 1 à 3.</i> Par exemple, les dépenses effectuées par une tierce personne au profit de la liste.</p> <p>Montant total des rubriques 1 à 4 :</p> <p>Rubrique 5. Dépenses reprises sous les rubriques 1 à 4 utilisées pour le financement de la campagne électorale d'un ou de plusieurs candidats déterminés de la liste (2).</p>
--

**Election du conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton**

CAS.F.L.1/Annexe 14

Rubrique 6. Dépenses reprises sous les rubriques 1 à 4, financées ou payées par un ou plusieurs candidats déterminés, et imputées sur les dépenses de la liste avec l'accord du (de la) candidat(e) figurant en tête de liste (3).

N.B. Les rubriques 5 et 6 sont mentionnées pour information de manière à faciliter le contrôle et concernent des dépenses déjà incluses dans les rubriques 1 à 4.

Le (la) soussigné(e) déclare que les dépenses mentionnées dans les rubriques 1 à 4 constituent la totalité des dépenses et engagements financiers consentis par la liste lors de l'élection du

.....

Fait à, le 2006.

.....

(noms et signatures)

¹ Préciser le journal ou le périodique, la date, la nature et le coût de la publication.

² Indiquer le nom du (ou des) candidat(s) concerné(s) et le montant utilisé à son (leur) profit.

³ Indiquer le nom du (ou des) candidat(s) concerné(s) et les dépenses que celui-ci (ceux-ci) a (ont) payées au profit de la liste.

**Election du conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton**

CAS.F.L.2/Annexe 15

**Modèle de déclaration d'origine des fonds relative aux dépenses consenties par
les listes à des fins de propagande électorale en vue du renouvellement du
conseil de l'action sociale de Comines-Warneton (à joindre à la déclaration des
dépenses)**

Dénomination, sigle et numéro d'ordre de la liste :

.....

Le (la) soussigné(e), candidat(e) en tête de liste mentionnée ci-dessus, déclare que l'origine des fonds utilisés pour les élections mentionnées ci-avant est la suivante :

Rubrique 1. Dons en espèces de personnes physiques	.....
Rubrique 2. Dons en nature de personnes physiques	.....
Rubrique 3. Autres prestations assimilées à des dons	.....
Rubrique 4. Fonds provenant des recettes procurées par des manifestations ou festivités organisées au profit de la liste	.....
Rubrique 5. Fonds en espèce du parti politique au nom duquel la liste est présentée	.....
Rubrique 6. Fonds en nature du parti politique au nom duquel la liste est présentée	.....
Montant total des rubriques 1 à 6	.....

Le (la) soussigné(e) déclare que les fonds mentionnés ci-avant constituent la totalité des fonds utilisés en vue des élections du

Le (la) soussigné(e) s'engage en outre à enregistrer l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus et à communiquer ces données dans les trente jours de l'élection au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement judiciaire dans lequel se situe le bureau communal principal.

Fait à, le

(nom et signature)

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton**

CAS.F.CA.1/Annexe 16

**Modèle de déclaration des dépenses électorales consenties par un candidat lors
des élections pour le renouvellement du conseil de l'action sociale de comines-
warneton**

Dénomination, sigle et numéro d'ordre de la liste :

.....
.....
.....

Montant maximum autorisé de dépenses(1)
correspondant à électeurs inscrits.

Le (la) soussigné(e), candidat(e) de la liste pour l'élection mentionnée ci-dessus déclare
avoir consenti les dépenses électorales ci-après :

Rubrique 1. *Dépenses et engagements financiers afférents à des prestations de services ou à des fournitures en vue de la communication de messages verbaux, écrits, sonores et visuels.*

Indiquer par type de message le moyen de communication utilisé (radio, télévision, presse écrite (2) tracts, affiches, panneaux de moins de 4 m² ...), la date de la communication et le montant de la dépense en distinguant, si c'est possible, le coût des fournitures et celui des prestations de services elles-mêmes utilisées pour la communication.

Exemples :

Tracts : - coût de la fourniture ;
- coût de l'expédition par exemple par la Poste.

Télévision : - coût de la production ;
- coût de la communication.

Rubrique 2. *Dépenses relatives à des prestations de services rémunérées non reprises à la rubrique 1.*

Indiquer par prestation de services, le prestataire et le montant de la prestation.

Rubrique 3. *Dépenses relatives à l'acquisition ou à la location de biens ou de fournitures non visées à la rubrique 1.*

Indiquer par objet, l'identité des biens ou fournitures et le montant de l'acquisition ou de la location.

Si la distinction entre la prestation de services et la fourniture n'est pas possible, le montant global est repris à la rubrique 2.

Rubrique 4. *Autres dépenses non visées aux rubriques 1 à 3.*

Par exemple, les dépenses effectuées par une tierce personne au profit du (de la) candidat(e).

Montant total des rubriques 1 à 4 :

**Election du Conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton**

CAS.F.CA.1/Annexe 16

Rubrique 5. Total des dépenses imputées par le parti politique (dénomination et adresse), sur son quota, en ma faveur : (montant) (3).

Rubrique 6. Montant par nature de prestation ou de fourniture, des dépenses engagées par le candidat ou payées par lui et à imputer sur le montant autorisé de dépenses de la liste, avec l'accord du candidat figurant en tête de liste (3).

J'ai également présenté ma candidature à l'élection provinciale dans le district électoral / la commune (4) pour laquelle (lesquelles) j'ai introduit une déclaration de dépenses distincte (1).

Le (la) soussigné(e) affirme que la déclaration de dépenses mentionnée ci-dessus est sincère et complète.

Fait à, le 2006.

.....

(noms et signatures)

(1) En cas de candidature à plusieurs élections, le montant maximum autorisé de dépenses le plus élevé est indiqué

(2) Préciser le journal ou le périodique, la date, la nature et le coût de la publication.

(3) Le montant de cette rubrique ne doit pas être imputé sur le quota autorisé de dépenses électorales du (de la) candidat(e).

(4) Biffer la mention inutile et compléter.

**Election du conseil de l'action sociale
de Comines-Warneton**

CAS.F.CA.2/Annexe 17

**Modèle de déclaration d'origine des fonds utilisés par les candidats à des fins de
propagande électorale en vue du renouvellement du conseil de l'action sociale de
comines-warneton (à joindre à la déclaration des dépenses)**

Nom et prénom du (de la) candidat(e) :

Dénomination, sigle et numéro d'ordre commun du parti politique ou de la liste au nom de laquelle le
(la) candidat(e) se présente :

.....
.....
.....

Le (la) soussigné(e) déclare par la présente que l'origine des fonds utilisés par lui (elle)-même ou par
des tiers pour couvrir les dépenses qu'il (elle) a engagées à des fins de propagande électorale en
prévision des élections mentionnées ci-avant est la suivante :

Rubrique 1. Dons en espèces de personnes physiques	.....
Rubrique 2. Dons en espèces du parti politique ou de la liste Au nom de laquelle le (la) candidat(e) est présenté(e) en ladite qualité pour représenter ledit parti	.....
Rubrique 3. Dons en nature du parti politique ou de la liste au nom de laquelle le (la) candidat(e) est présenté(e) en ladite qualité pour représenter ledit parti	.....
Rubrique 4. Dons en nature de personnes physiques	.....
Rubrique 5. Autres prestations assimilées à des dons	.....
Rubrique 6. Fonds en provenance du patrimoine du (de la) candidat(e)	.....
Montant total des rubriques 1 à 6	.....

Le (la) soussigné(e) déclare que les fonds mentionnés ci-avant constituent la totalité des fonds
utilisés en vue des élections du

Le (la) soussigné(e) s'engage en outre à enregistrer l'identité des personnes physiques qui ont fait
des dons de 125 euros et plus et à communiquer ces données dans les trente jours de l'élection au
greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement judiciaire dans le ressort duquel se situe
le bureau communal principal.

Fait à, le

(nom et signature)

TRADUCTION

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2006/202257]

7 JULI 2006. — Omzendbrief betreffende de verkiezingen van de gemeenteraadsleden en de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn van de gemeente Komen-Waasten

Aan het College van Burgemeester en Schepenen van Komen-Waasten,

Aan de Voorzitter van het O.C.M.W.,

De bijzondere rechtstoestand van de gemeente Komen-Waasten maakt dat sommige zaken aan de vooravond van de komende verkiezingen van 8 oktober 2006 onduidelijk zijn.

Deze omzendbrief strekt ertoe, enerzijds een aantal twijfelpunten in verband met de aanneming van ten eerste het decreet van 8 december 2005 tot wijziging van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisering en van ten tweede het decreet van 1 juni 2006 tot wijziging van Boek I van Deel IV van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisering uit de weg te ruimen en anderzijds u de formulieren voor de organisatie van de komende verkiezing ter beschikking te stellen.

In verband met de aanneming van de decreten van 8 december 2005 wees de afdeling wetgeving van de Raad van State in diens adviezen van 11 juli 2005 erop dat het Waalse Gewest de regels uit de wetgeving over de gemeenten en uit de wet van 8 juli 1976 houdende organisatie van de O.C.M.W.'s krachtens de zgn. pacificatiewet van 9 augustus 1988 voor de gemeente Komen-Waasten niet mag wijzigen. Die regelgeving houdt o.a. de rechtstreekse verkiezing van de schepenen en de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn enerzijds en anderzijds de benoeming van de O.C.M.W.-voorzitter door de bevoegde Gemeenschapsoverheid onder de leden van de raad en voordracht ervan in.

Onder dat voorbehoud is het Waalse Gewest over het gehele gewestelijke grondgebied bevoegd voor de samenstelling, de organisatie, de bevoegdheid en de werking van de provinciale en gemeentelijke instellingen.

De federale wetgever, die zich naar de opmerkingen opgenomen in het advies van 27 maart 2006 van de Raad van State geschikt heeft, heeft in Boek I van Deel IV van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisering een specifieke titel over Komen-Waasten ingelast. In die titel zijn enkel de bepalingen opgenomen die ervoor zorgen dat de federale regels en de bepalingen die onder de bevoegdheid van het Gewest vallen, naadloos op elkaar aansluiten wat betreft de gemeenteraadsverkiezingen.

Ten slotte wees de Raad van State erop dat, wat betreft de rechtstreekse verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn, de bevoegdheid om de nadere regels voor die verkiezing vast te stellen krachtens artikel 17bis van de wet van 8 juli 1976 aan de Koning voorbehouden is. Bijgevolg zal het Waalse Gewest de rechtstreekse verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn organiseren op grond van artikel 17bis van voornoemde wet van 8 juli 1976 en van het uitvoeringsbesluit ervan (koninklijk besluit 26 augustus 1988)

1. Gemeenteraadsverkiezing

1.1. Verkiezing van de gemeenteraadsleden

De bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie gelden voorzover ze verenigbaar zijn met de zgn. pacificatiewet van 9 augustus 1988. Wat betreft de opmaak van de kandidatenlijsten, moeten laatstgenoemden overeenstemmen met het bepaalde van artikel L4142-7 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisering zoals gewijzigd bij het decreet van 1 juni 2006. Dus mag geen enkele lijst een hoger aantal kandidaten bevatten dan er raadsleden te kiezen zijn. Op elke lijst mag het verschil tussen het aantal kandidaten van elk geslacht niet groter zijn dan één en de eerste twee kandidaten mogen niet van hetzelfde geslacht zijn.

Wat dan de onverkiesbaarheidsvoorwaarden en de onverenigbaarheden bedoeld in artikelen L4142-1 en 2 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisering, zoals gewijzigd bij het decreet van 1 juni 2006, betreft, zij gelden voor de gemeenteraadsleden. Inzake het wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de Krijgsmacht me het oog op toegankelijk maken van sommige politieke mandaten heeft de Raad van State erop gewezen dat de regeling van de toegang tot en de verkiesbaarheid in politieke functies binnen de provincies, de gemeenten en de tussengemeentelijke territoriale organen, onder de bevoegdheden van de Gewesten valt.

1.2. Rechtstreekse herkiezing van de schepenen

Wat betreft de opmaak van de kandidatenlijsten, moeten laatstgenoemden voldoen aan het bepaalde van artikel L4142-7 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisering zoals gewijzigd bij het decreet van 1 juni 2006. Dus mag geen enkele lijst een hoger aantal kandidaten bevatten dan er raadsleden te kiezen zijn. Op elke lijst mag het verschil tussen het aantal kandidaten van elk geslacht niet groter zijn dan één en de eerste twee kandidaten mogen niet van hetzelfde geslacht zijn.

Wat dan de onverenigbaarheden betreft, is er enige nuancering nodig. Indien de decreetgever de onverenigbaarheden vast zou stellen voor de schepenen die in de gemeente Komen-Waasten rechtstreeks verkozen worden, zou hij immers, aldus de Raad van State, de voorwaarden voor hun verkiezing wijzigen, en die aangelegenheid komt de federale wetgever toe.

Niet van toepassing zijn :

— het gemengde karakter van het college zoals opgelegd krachtens lid 2 van artikel L1123-3 van het Wetboek.

Artikel 11*bis*, lid 4, van de Grondwet bepaalt immers dat het gemengde karakter niet opgelegd wordt bij rechtstreekse verkiezing van de schepenen;

— het begrip « gemeentecollege » ingevoerd bij het decreet van 8 december 2005 tot wijziging van het Wetboek;

— de aanwijzing van de burgemeester overeenkomstig artikel L1123-4, § 1, van het Wetboek;

— de aanwezigheid van de O.C.M.W.-voorzitter in het college zoals bepaald in artikel L1123-3 van het Wetboek;

— het meerderheidspact zoals bepaald in artikel L1123-1, § 2, van het Wetboek;

— de motie van wantrouwen.

1.3. Aanwijzing van de burgemeester

De bepaling van het Wetboek dat bepaalt dat van rechtswege tot burgemeester gekozen wordt, het raadslid met de Belgische nationaliteit dat de meeste voorkeurstemmen heeft verkregen op de lijst met de meeste stemmen onder de politieke fracties die betrokken zijn bij het meerderheidspact, geldt niet voor Komen-Waasten.

2. Rechtstreekse verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn

Krachtens artikel 17*bis* van de wet van 8 juli 1976 houdende organisatie van de O.C.M.W.'s komt het de Koning toe de nadere regels voor de rechtstreekse verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn te Komen-Waasten vast te leggen. De rechtstreekse verkiezing van de leden van de Raad voor maatschappelijk welzijn wordt geregeld bij de bepalingen van de wet van 8 juli 1976 en het koninklijk besluit van 26 augustus 1988.

Door die rechtstreekse verkiezing zijn niet van toepassing :

— de gelijkheid op de lijsten (noch 50-50 noch 1/3 – 2/3), wat de partijen vanzelfsprekend niet belet om toch dergelijke keuzes te maken;

— het gemengd karakter. Artikel 11*bis*, lid 4, van de Grondwet bepaalt immers dat het gemengde karakter niet opgelegd wordt bij rechtstreekse verkiezing van de leden van de Raad voor maatschappelijk welzijn;

— de onverkiesbaarheidsvoorwaarden en de onverenigbaarheden. Inzake het wetsvoorstel houdende het tuchtreglement van de Krijgsmacht heeft de Raad van State erop gewezen dat de regeling van de toegang tot en de verkiesbaarheid in politieke functies onder de bevoegdheden van de federale overheid valt voor het O.C.M.W. van Komen-Waasten.

Enkel de Belgische kiezers mogen dus aan de rechtstreekse verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn deelnemen.

De Raad van State heeft er immers op gewezen dat de niet-Belgische burgers van de Unie niet aan de verkiezing mogen deelnemen dan als het een getrapte verkiezing via de gemeenteraad is en voorzover zij vooraf tot gemeenteraadslid zijn gekozen. A fortiori, de onderdanen van derde staten.

Het Waalse Gewest kan niet toezien op de integratie van de buitenlanders aangezien artikel 8 van de Grondwet aangeeft dat enkel de wet (de federale wet) het stemrecht van de burgers van de Europese Unie die niet de nationaliteit bezitten, kan organiseren. Enkel de wet kan dat recht uitbreiden naar de in België verblijvende niet-onderdanen van de Europese Unie.

3. Formulieren

Voor het vlotte verloop van de komende verkiezingen zijn alle formulieren betreffende de kiesverrichtingen in verband met de rechtstreekse verkiezing van de leden van de Raad voor maatschappelijk welzijn als bijlage bij deze omzendbrief opgenomen.

Voor verdere inlichtingen kunt u bij de cel « Verkiezingen » terecht.

Ph. COURARD

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen Waasten
van 8 oktober 2006
C.F.B3.1/Bijlage 1

Provincie :
Gemeente :

Kieskanton

Bericht van inontvangstname van de kandidaturen

De voorzitter van het gemeentelijke bureau deelt de dames en heren gemeenteraadskiezers van Komen-Waasten mee dat hij de voordrachten van de kandidaten voor de raad voor maatschappelijk welzijn en hun bewilligen op donderdag 7 september 2006 (31^e dag voor de verkiezing) en op vrijdag 8 september 2006 (30^e dag voor de verkiezing) van 13 tot en met 16 uur in ontvangst zal nemen op volgend adres: straat
....., nr.

Als die termijn eenmaal verstreken is, is geen enkele voordracht of bewilliging van kandidaten meer ontvankelijk.

De kandidaten en de kiezers die de voordrachten van kandidaten hebben overhandigd mogen ter plaatse inzage nemen van alle ingediende voordrachten en schriftelijk hun opmerkingen aan het gemeentelijk bureau mededelen.

Dat recht wordt uitgeoefend tijdens de termijn vastgesteld voor de indiening van de akten van voordracht en tijdens de twee uren die volgen op het verstrijken van die termijn.
Uitoefening van dat recht is voorts mogelijk op zaterdag 9 september 2006 van 13 tot en met 16 uur.
Op dinsdag 12 september 2006 om 16 uur vergadert het gemeentelijk bureau om de kandidaatstellingen te verifiëren en de kandidatenlijst voorlopig vast te stellen.

Op woensdag 13 september 2006, tussen 13 en 16 uur, kunnen zij die de lijsten hebben ingediend of, bij hun ontstentenis, een van de erop voorkomende kandidaten, op de plaats aangewezen voor het indienen van de voordrachten, bij de voorzitter van het gemeentelijk bureau, tegen ontvangstbewijs een met redenen omkleed bezwaarschrift tegen de aanvaarding van bepaalde kandidaturen indienen.

Op donderdag 14 september 2006, tussen 14 en 16 uur, kunnen de indieners van de lijsten of de verwijderde kandidaten, of bij ontstentenis van dezen, één van de op die lijst opkomende of ervan verwijderde kandidaten op de plaats aangewezen voor de voordrachten van de kandidaatstellingen de voorzitter van het gemeentelijk bureau die er ontvangst van meldt een memorie overzenden waarin de onregelmatigheden aangevochten worden die in aanmerking zijn genomen bij de voorlopige vaststelling van de lijst van de kandidaten of die de dag na die vaststelling aangevoerd worden. Indien de onregelmatigheid waarvan sprake de onverkiesbaarheid van een kandidaat is, kan laatstgenoemde een memorie indienen in dezelfde omstandigheden. Binnen diezelfde termijn kunnen ze een akte tot rechtzetting of aanvulling indienen. Op dezelfde dag, om 16 uur, vergadert het gemeentelijk bureau om de documenten te behandelen die de voorzitter ontvangen heeft en de kandidatenlijst definitief vaststellen. Het beslist hen aangaande na ze te hebben gehoord indien zij dat wensen. Het zet indien nodig de lijst van de kandidaten recht. Die vergadering mag worden bijgewoond door: de indieners van de lijsten of, bij ontstentenis, de kandidaten die op woensdag een bezwaarschrift hebben ingediend of die, op donderdag, een memorie of een akte tot rechtzetting of aanvulling hebben ingediend. Indien de verkiesbaarheid van een kandidaat omstreden is, kunnen ook die kandidaat en de bezwaarindieners ofwel persoonlijk ofwel door tussenkomst van een volmachtouder de vergadering bijwonen. Ook toegelaten zijn de getuigen aangewezen, krachtens artikel L4134-1, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, door de kandidaten van de verschillende lijsten. Bij beroep worden de verdere verrichtingen door het hoofdbureau uitgesteld tot dinsdag 19 september 2006 (negentiende dag voor de verkiezing), om 10 uur.

Zodra de lijsten zijn aangeplakt, deelt de voorzitter van het gemeentelijk bureau de officiële lijst van de kandidaten aan laatstgenoemden en aan de indieners die erom verzoeken, mee.

Op dinsdag 3 oktober 2006 (vijfde dag voor de verkiezing), van 14 tot en met 16 uur, ontvangt de voorzitter van het gemeentelijk bureau de voordrachten van de getuigen aangewezen door de kandidaten om de stem- en stemopnemingsverrichtingen bij te wonen.

Te....., op2006. .

De voorzitter van het gemeentelijke bureau,

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn van
Komen Waasten van 8 oktober 2006
C.F.B3.1/Bijlage 1

Instructies voor de voordracht van de kandidaten

De kandidaatstelling en de lijsten die daarbij gevoegd moeten worden, worden vastgesteld op de daartoe voorziene formulieren. Die formulieren zijn verkrijgbaar bij het gemeentebestuur of kunnen gedownload worden op volgend webadres: <http://elections2006.wallonie.be>

Om de taak van de indieners, maar ook van de voorzitters van de kieskringbureaus te vergemakkelijken, stelt de Regering een software ter beschikking van de indieners om de kandidaatstellingen vooraf in te voeren. Met die software kunnen de indieners die officieel hun kandidaatstelling komen voordragen, die akten zelf invoeren.

Dubbel voordeel van dat systeem is, enerzijds de voorbereiding van de voordrachtsakten gemakkelijker te maken aangezien de software automatisch de vormvereisten voor de geldigheid van akten structureert en anderzijds versneld de procedure voor de inontvangstname van de kandidaatstellingen op 7 en 8 september door te voeren. Daarnaast biedt dat systeem de mogelijkheid voor de indieners die zulks wensen om de Regering toe te laten de vooraf ingevoerde lijst via de website voor de verkiezingen van 2006 te verspreiden.

Dat systeem werkt in drie verschillende stadia: (1) de aanvraag tot toegang tot de gewestelijke server, (2) het zgn. invoeren van de gegevens door de indiener, en (3) de officiële voordracht van de voordrachtsakte op 7 of 8 september. De persoon die wenst gebruik te maken van dat systeem moet volgende procedure opstarten:

1. De browser (Microsoft Internet Explorer of Netscape Navigator) opstarten en deze URL invoeren: <http://elections2006.wallonie.be>
2. De link naar de toepassing voor het vooraf invoeren van de kandidaatstellingen aanklikken en de daar verstrekte instructies opvolgen.

De voordracht van de kandidaten moet ondertekend worden door minstens 50 gemeenteraadskiezers of door minstens twee aftredende leden van de raad voor maatschappelijk welzijn voor de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn (1).

In de akte van voordracht worden de naam, de voornamen, de geboortedatum, het geslacht, het beroep, het identificatienummer in het Rijksregister der natuurlijke personen en de hoofdverblijfplaats van de kandidaten en, eventueel, de kiezers die hen voordragen vermeld. De identiteit van de kandidaat (kandidaat), getrouwd of weduwe (weduwenaar), kan voorafgegaan of gevolgd worden door de naam van haar (zijn) echtgenoot (-genote) of overleden echtgenoot (-genote). De voornaam van de kandidaat bij de geboorte kan gevolgd worden door de gebruikelijke voornaam, voor zover er door die vermelding geen verwarring ontstaat met een andere kandidaat of een in de kieskring bekende persoonlijkheid.

De voordrachten van kandidaten die zich op een beschermd letterwoord en een gemeenschappelijk volgnummer beroepen, moeten vergezeld gaan van het in artikel L 4142-28 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie bedoelde attest.

De voordracht moet worden gedagtekend en ondertekend.

In hun akte van bewilling wijzen de kandidaten uit de kiezers die hun voordrachtsakte hebben ondertekend, drie personen aan, die zij machtigen om deze akte in te dienen.

Indien de kandidaten voorgedragen worden door twee of meer aftredende gemeenteraadsliden of leden van de raad voor maatschappelijk welzijn, moeten dezen twee kandidaten aanwijzen om de voordracht in te dienen.

De voordracht wordt aan de voorzitter van het hoofdstembureau tegen ontvangstbewijs overhandigd door minstens één van de drie ondertekenaars of kandidaten aldus gemachtigd door de aftredende leden van de raad voor maatschappelijk welzijn.

De voordracht van kandidaten geeft de volgorde aan waarin de kandidaten voorgedragen worden.

De bewilligende kandidaten wier namen voorkomen op eenzelfde voordracht, worden geacht een enkele lijst te vormen.

Op eenzelfde lijst mogen niet meer kandidaten voorkomen dan er leden te kiezen zijn.

Niemand mag tegelijk worden voorgedragen op twee of meer lijsten.

In hun verklaring van bewilliging verbinden de kandidaten zich ertoe de wetsbepalingen inzake beperking en controle van de verkiezingsuitgaven na te leven en deze uitgaven aan te geven binnen dertig dagen die volgen op de datum van de verkiezingen in te dienen bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg in het ambtsgebied waarvan de gemeente gelegen is.

(1) – De voordracht van kandidaten voor de raad voor maatschappelijk welzijn kan afzonderlijk opgemaakt worden op het daartoe bestemde formulier of kan opgemaakt worden op een afzonderlijke ondertekende lijst die gevoegd wordt bij de voordracht van kandidaten voor de gemeenteraad.

– zie ook het koninklijk besluit van 26 augustus 1988 tot vaststelling van de nadere regels voor de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn in de gemeenten bedoeld in artikel 7 van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en in de gemeenten Komen-Waasten en Voeren, (BS van 31 augustus 1988, gewijzigd bij de wet van 7 juli 1994 – BS van 16 juli 1994).

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn van Komen
Waasten van 8 oktober 2006
C.F.B3.1/Bijlage 1

Instructies voor de aanwijzing van de partijgetuigen

De kandidaten mogen in de akte van bewilliging van de kandidaatstelling een getuige en een plaatsvervangende getuige aanwijzen om de vergaderingen van het gemeentelijke bureau bij te wonen. De getuigen en plaatsvervangende getuigen, aangewezen door de kandidaten voor de gemeenteraad om de verrichtingen van het gemeentelijk bureau bij te wonen, zijn in voorkomend geval ambtshalve aangewezen in dezelfde hoedanigheid voor rekening van de overeenstemmende lijst van kandidaten voor de raad voor maatschappelijk welzijn (1).

Indien bepaalde kandidaten die op éénzelfde voordrachtsakte opgenomen zijn, in afzonderlijke verklaringen van bewilliging, verschillende personen hebben aangewezen, komen alleen in aanmerking de aanwijzingen ondertekend door de eerste kandidaat in de volgorde van de voordracht.

Vijf dagen vóór de verkiezing kan de eerste kandidaat in de volgorde van de voordracht voor zijn lijst evenveel getuigen aanwijzen als er stem- en stemopnemingsbureaus zijn in de kieskring, en een gelijk aantal plaatsvervangende getuigen. De getuigen en plaatsvervangende getuigen, aangewezen door de kandidaten voor de gemeenteraad om de verrichtingen van de stembureaus bij te wonen, zijn in voorkomend geval ambtshalve aangewezen in dezelfde hoedanigheid voor rekening van de overeenstemmende lijst van kandidaten voor de raad voor maatschappelijk welzijn (1).

Niemand kan als getuige aangewezen worden als hij niet kiezer is in de kieskring.

De leden van een kiesbureau kunnen niet als getuige of plaatsvervangend getuige aangewezen worden.

De kandidaten kunnen als getuige of als plaatsvervangend getuige worden aangewezen.

De getuigen worden bij voorkeur aangewezen onder de ondertekenende kiezers, met uitzondering van de mandatarissen, wier naam op de voordrachtsakte opgenomen is.

(1) Artikel 5 van het koninklijk besluit van 26 augustus 1988 tot vaststelling van de nadere regels voor de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn in de gemeenten bedoeld bij artikel 7 van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en in de gemeenten Komen-Waasten en Voeren.

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen Waasten
van 8 oktober 2006
123.C1.B30P.2/Bijlage 2

Provincie : HENEGOUWEN

Kieskanton: Komen-Waasten

Het voordragen van kandidaten door kiezers

Wij, ondergetekenden, gemeenteraadskiezers in de gemeente Komen-Waasten dragen de hierna vermelde personen voor als kandidaten voor de verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn van 8 oktober 2006.

Het letterwoord of logo(1) moet geplaatst zijn boven de kandidatenlijsten op het stembiljet. Dit letterwoord of logo betekent.....

A. KANDIDATEN

ORDE VAN VOORDRACHT VAN DE KANDIDATEN	NAAM VAN DE KANDIDATEN (2)	VOOR- NAMEN	GEBORTE- DATUM	GESLACHT : BEROEP	NR. VAN HET RIJKS- REGISTER	HOOFDVERBLIJF EN VOLLEDIG ADRES
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						

(1)

-Het letterwoord wordt gevormd met de beginletters ofwel van alle woorden, ofwel van een gedeelte van de woorden die de benaming van de kandidatenlijst vormen. Ze kan een acroniem zijn. Ze kan een logogram bevatten. Het letterwoord bestaat uit ten hoogste twaalf letters en/of cijfers en uit ten hoogste dertien tekens. De voordrachten van kandidaten die zich op een beschermd letterwoord en een gemeenschappelijk volgnummer beroepen, moeten vergezeld gaan van het in artikel L 4142-32 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie bedoelde attest om de toepassing van dit gebruik te kunnen genieten. Het logo is de grafische uitbeelding van de naam van de lijst.

- Wanneer deze akte bij een akte van voordracht van kandidaten voor de gemeenteraad gevoegd is, dienen het letterwoord en het volgnummer toegekend aan de lijst van kandidaten voor de gemeenteraad eveneens voor de identificering en de nummering van de overeenstemmende lijst van kandidaten voor de raad voor maatschappelijk welzijn.

(2)

- De identiteit van de kandidate (kandidaat), getrouwd of weduwe (weduwnaar), kan voorafgegaan of gevolgd worden door de naam van haar/zijn echtgenoot (-genote) of overleden echtgenoot (-genote). De geboortevoornaam van de kandidaat kan gevolgd worden door de gebruikelijke voornaam voor zover de kandidaat met deze vermelding niet verwisseld wordt met een andere kandidaat of met een op het niveau van het kieskring bekende persoonlijkheid. Aldus kan het kieskringbureau een kandidaat de toelating geven om op het aanplak- en het stembiljet gebruik te maken van een andere voornaam mits toepassing van volgende regels:
Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn van Komen Waasten van 8 oktober 2006
123.C1.B30P.2/Bijlage 2

1° De voornaam waaronder de kandidaat daadwerkelijk bekend is, is niet zijn eerste voornaam, maar een andere die op zijn geboorteakte vermeld is: in dat geval vermeldt hij de volledige voornaam op zijn akte van voordracht en geeft hij aan dat hij wenst dat die naam op het stembiljet wordt gebruikt i.p.v. de andere;

2° de kandidaat staat bekend onder een afgekorte vorm van één van zijn voornamen vermeld op zijn geboorteakte: bijvoorbeeld, Danny voor Daniël; hij handelt als onder punt 1°;

3° de voornaam die hij wenst vermeld te zien op het stembiljet maakt niet deel uit van de voornamen die op zijn geboorteakte vermeld staan: het kieskringbureau laat die voornaam toe mits voorlegging van een akte van bekendheid afgegeven door de vrederechter of een notaris; de geboortevoornaam van de kandidaat wordt op het stembiljet vermeld, gevolgd door diens gebruikelijke voornaam.

-Het aantal kandidaten mag niet hoger zijn dan het aantal te kiezen leden in de gemeente. —Een kandidaat mag niet opkomen op meer dan één lijst in de gemeente. —Om tot raadslid van de raad voor maatschappelijk welzijn gekozen te worden, moet men:

1. Belg zijn; de wijze waarop de Belgische nationaliteit verworven is (geboorte, naturalisatie, huwelijk, optie) speelt hier geen rol.
2. Achttien jaar oud zijn;
3. In de bevolkingsregisters van de gemeente ingeschreven zijn; niet verkiesbaar zijn 1° zij die wegens een veroordeling uit het verkiesbaarheidsrecht zijn ontzet; 2° zij die bij toepassing van de L4121-2 en 3 van het kiesrecht uitgesloten of geschorst zijn. 3° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen vermeld in 1° en 2°, veroordeeld zijn, zelfs met uitstel, wegens één van de in de artikelen 240, 241, 243 en 245 tot 248 van het Strafwetboek omschreven misdrijven, gepleegd in de uitoefening van een gemeenteambt; deze onverkiesbaarheid eindigt twaalf jaar na de veroordeling.

Overeenkomstig artikel 7 van de wet van 8 juli 1976 houdende organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn dienen alle verkiesbaarheidsvoorwaarden op de datum van de verkiezing vervuld te zijn.

(3)

In deze kolom, “H” voor een heer en “V” voor een vrouw schrijven.

-Voor de voordracht van een kandidaatstelling voor de rechtstreekse verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn, zie ook het koninklijk besluit van 26 augustus 1988 tot vaststelling van de nadere regels voor de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn in de gemeenten bedoeld bij artikel 7 van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en in de gemeenten Komen-Waasten en Voeren.

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen Waasten van 8 oktober 2006
123.C1.B30P.2/Bijlage 2

B. VOORDRAGENDE KIEZERS

Voorwaarden :

-De voordragende kiezers moeten de bij dit formulier gevoegde verklaring invullen en ondertekenen. Elke individuele aangifte wordt genummerd en moet gevoegd worden bij de indiening van dat formulier met de voordracht van kandidaten bij het gemeentelijk bureau.

-De voordracht van de kandidaten moet verricht worden door minstens :

- 100 gemeenteraadskiezers in de gemeenten van 20000 inwoners en meer;
- 50 gemeenteraadskiezers in de gemeenten met 10000 tot 20000 inwoners;
- 30 gemeenteraadskiezers in de gemeenten van 5000 tot 10000 inwoners;
- 20 gemeenteraadskiezers in de gemeenten van 2000 tot 5000 inwoners;
- 10 gemeenteraadskiezers in de gemeenten van 500 tot 2000 inwoners;
- 5 gemeenteraadskiezers in de gemeenten van met minder dan 500 inwoners.

-De voordragende kiezers dienen opgenomen te zijn in het register van de kiezers van de betrokken gemeente.

-Een kiezer mag niet meer dan één voordracht voor dezelfde verkiezing ondertekenen.

-Om kiezer te zijn, moeten vier voorwaarden vervuld worden :

1. Belg zijn; de wijze waarop de Belgische nationaliteit verworven is (geboorte, naturalisatie, huwelijk, optie) speelt hier geen rol.
2. de volle achttien jaar oud zijn;
3. In de bevolkingsregisters van de gemeente ingeschreven zijn;
4. zich niet bevinden in één van de gevallen van uitsluiting of schorsing bepaald in de artikelen L4121-2 en 3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

De tot een criminele straf veroordeelde personen (levenslang, dwangarbeid, gevangenschap en opsluiting) zijn voorgoed van het kiesrecht uitgesloten.

In de uitoefening van het kiesrecht worden geschorst :

-De gerechtelijk onbekwaamverklaarden en de personen onder statuut van verlengde minderjarigheid (art. 489-515 van het Burgerlijk wetboek);

-Zij die tot een gevangenisstraf van meer dan vier maanden zijn veroordeeld voor zover de straf zonder uitstel is uitgesproken en voor zover niet meer een beroep daartegen ingesteld kan worden;

- zij die ter beschikking van de Regering zijn gesteld in de vorm van een internering.

De voorwaarden 1 en 3 dienen vervuld te zijn op de datum waarop het register van de kiezers is vastgesteld (namelijk 1 augustus 2006).

De voorwaarden 2 en 4 dienen vervuld te zijn op de datum van de verkiezing.

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen Waasten
CAS.F.S.1-Bijlagen
Bijlage3

Provincie :
Gemeente :

Kieskanton

Bijlagen voor het voordragen van kandidaten door kiezers

Bijlage 1 Verklaring van voordracht van kandidaten door de kiezers

Ik, ondergetekende,

NAAM (hoofdletter) :

Voornamen :

Geslacht :

Beroep :

Geboortedatum :/...../.....

Hoofdverblijf :(straat), (nummer),..... (bus),

..... (gemeente) (postcode)

Identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen:

ingeschreven in het kiezersregister van de gemeente.....(een uittreksel uit het kiezersregister

voegen) verklaar hierbij de voordracht van de kandidaten op volgende lijst (letterwoord)..... te

ondersteunen voor de verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn van Komen-Waasten van 8 oktober
2006 en geen andere akte van voordracht te hebben ondertekend voor dezelfde verkiezing.

aanvaard/aanvaard niet een eventuele aanwijzing als partijgetuige of als plaatsvervangende getuige (schrappen
wat niet past) aanvaard.

Gedaan te;....., op2006.

Volgnummer in de verklaring :

Handtekening.....

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen Waasten
CAS.F.S.1-Bijlagen
Bijlage3

Bijlage 2. Verklaring van bewilliging van kandidaatstellingen

Wij, ondergetekenden, kandidaten voorgedragen voor de Raad voor maatschappelijk welzijn door de kiezers, ondertekenaars van de akte, op.....2006, verklaren de ons aangeboden kandidaatstellingen te aanvaarden.

We verklaren machtiging te geven aan :

1.
2.
3., kiezers,
ondertekenaars van de akte van voordracht van onze kandidaturen om deze akte voor te leggen.

We verklaren de heer/mevr :, kiezer (of kandidaat) als getuige, en de heer/mevr, kiezer (of kandidaat) als plaatsvervangende getuige aan te wijzen om de vergaderingen van het gemeentelijke bureau bij te wonen.

We verbinden ons ertoe de wetsbepalingen inzake beperking en controle van de verkiezingsuitgaven na te leven en deze uitgaven schriftelijk aan te geven om deze verklaring binnen dertig dagen die volgen op de datum van de verkiezingen in te dienen bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg in het ambtsgebied waarvan het gemeentelijke bureau gevestigd is.

We verbinden ons ertoe bij de afgifte van het overzicht van onze uitgaven een aangifte betreffende de herkomst van de geldmiddelen te voegen en daarbij de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, te registreren.

De lijstaanvoerder moet bovendien binnen dertig dagen na de datum van de verkiezingen de uitgaven voor de verkiezingspropaganda van de lijst aangeven. Hij verbindt er zich tevens toe de herkomst van de geldmiddelen aan te geven en daarbij de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, te registreren.

We verbinden ons ertoe tijdens de verkiezingen en gedurende ons mandaat de beginselen van de democratie van een rechtsstaat alsmede de rechten en vrijheden ingeschreven in de Grondwet, in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden van 4 november 1950 en Internationaal Verdrag van 19 december 1966 inzake burgerrechten en politieke rechten na te leven.

Te....., op2006.

Handtekening van de kandidaten :

Naam en voornamen (2)

Handtekening

Hoofdverblijf :

(1) Moet enkel worden ingevuld als deze akte niet gevoegd wordt bij een voordracht van kandidaten voor de gemeenteraad. In die veronderstelling en overeenkomstig artikel 5 van het koninklijk besluit van 26 augustus 1988 tot vaststelling van de nadere regels voor de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn in de gemeenten bedoeld bij artikel 7 van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en in de gemeenten Komen-Waasten en Voeren, worden de getuigen die door kandidaten voor de gemeenteraad aangewezen zijn, ambtshalve aangewezen om in dezelfde hoedanigheid voor rekening van de overeenstemmende kandidatenlijst voor de raad voor maatschappelijk welzijn de vergaderingen van het gemeentelijk bureau die verband houden met de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn bij te wonen.

(2) Een uittreksel uit het kiezersregister waarbij wordt bewezen dat de kandidaten kiezers zijn, voegen.

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen-Waasten
CAS.F.S.1-Bijlagen Bijlage 3

Bijlage 3.-Ontvangstbewijs

De voorzitter van het gemeentelijke bureau erkent dat hij een akte van voordracht van kandidaatstellingen gekregen heeft, die ingediend is op2006 door de kandidaten voorgedragen voor de Raad voor maatschappelijk welzijn door

(1).....

.....

Deze kandidaten zijn :

(1).....

.....

.....

.....

Die kandidaten aanvaardden de hen aangeboden kandidaatstellingen door een verklaring gevoegd bij bedoelde voordracht. Die akte wijst en aan om als getuige en plaatsvervangend getuige de verrichtingen van het gemeentelijk bureau bij te wonen (2).

Te....., ople.....2006.

De voorzitter,

(1) De naam en de voornaam worden voorafgegaan door de vermelding : Mevrouw (Mev.) of de Heer (dhr.) (2) Moet enkel worden ingevuld als deze akte niet gevoegd wordt bij een voordracht van kandidaten voor de gemeenteraad. In die veronderstelling en overeenkomstig artikel 5 van het koninklijk besluit van 26 augustus 1988 tot vaststelling van de nadere regels voor de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn in de gemeenten bedoeld bij artikel 7 van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en in de gemeenten Komen-Waasten en Voeren, worden de getuigen die door kandidaten voor de gemeenteraad aangewezen zijn, ambtshalve aangewezen om in dezelfde hoedanigheid voor rekening van de overeenstemmende kandidatenlijst voor de raad voor maatschappelijk welzijn de vergaderingen van het gemeentelijk bureau die verband houden met de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn bij te wonen.

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen-Waasten CAS.F.S.1Bijlage3

Bijlage 4 – Overzicht van de ondertekenende kiezers

Naam en voornaam	Identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen:	Aanvaarding van het ambt van getuige (ja/nee)
-----------------------------	--	--

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen Waasten
van 8 oktober 2006
CAS.F.S.1bis/ Bijlage 4

Provincie : Kieskanton
Gemeente :

Afzonderlijke verklaring van bewilliging van kandidaatstellingen

Wij, ondergetekenden, kandidaten voorgedragen voor de Raad voor maatschappelijk welzijn door de kiezers, ondertekenaars van de akte, op.....2006, verklaren de ons aangeboden kandidaatstellingen te aanvaarden.

We verklaren machtiging te geven aan :

1.
2.
3., kiezers,
ondertekenaars van de akte van voordracht van onze kandidaturen om deze akte voor te leggen.

We verklaren de heer/mevr. :, kiezer (of kandidaat) als getuige, en de heer/mevr., kiezer (of kandidaat) als plaatsvervangende getuige aan te wijzen om de vergaderingen van het gemeentelijke bureau bij te wonen.

We verbinden ons ertoe de wetsbepalingen inzake beperking en controle van de verkiezingsuitgaven na te leven en deze uitgaven schriftelijk aan te geven om deze verklaring binnen dertig dagen die volgen op de datum van de verkiezingen in te dienen bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg in het ambtsgebied waarvan het gemeentelijke bureau gevestigd is.

We verbinden ons ertoe bij de afgifte van het overzicht van onze uitgaven een aangifte betreffende de herkomst van de geldmiddelen te voegen en daarbij de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, te registreren.

De lijstaanvoerder moet bovendien binnen dertig dagen na de datum van de verkiezingen de uitgaven voor de verkiezingspropaganda van de lijst aangeven. Hij verbindt er zich tevens toe de herkomst van de geldmiddelen aan te geven en daarbij de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, te registreren.

We verbinden ons ertoe tijdens de verkiezingen en gedurende ons mandaat de beginselen van de democratie van een rechtsstaat alsmede de rechten en vrijheden ingeschreven in de Grondwet, in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden van 4 november 1950 en Internationaal Verdrag van 19 december 1966 inzake burgerrechten en politieke rechten na te leven.

Te....., op2006.

Handtekening van de kandidaten :

Naam en voornamen (2)

Handtekening

Hoofdverblijf :

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen-Waasten
van 8 oktober 2006
CAS.F.S.1bis/ Bijlage 4

(1) Moet enkel worden ingevuld als deze akte niet gevoegd wordt bij een voordracht van kandidaten voor de gemeenteraad. In die veronderstelling en overeenkomstig artikel 5 van het koninklijk besluit van 26 augustus 1988 tot vaststelling van de nadere regels voor de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn in de gemeenten bedoeld bij artikel 7 van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en in de gemeenten Komen-Waasten en Voeren, worden de getuigen die door kandidaten voor de gemeenteraad aangewezen zijn, ambtshalve aangewezen om in dezelfde hoedanigheid voor rekening van (2) Een uittreksel uit het kiezersregister waarbij wordt bewezen dat de kandidaten kiezers zijn, voegen.

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen-Waasten
van 8 oktober 2006
CAS.F.S.1bis/ Bijlage 4

Ontvangstbewijs

De voorzitter van het gemeentelijke bureau erkent dat hij de afzonderlijke verklaring van bewilliging gekregen heeft,
die ingediend is op2006 door

.....
....

Deze kandidaten zijn :

(1).....
.....
.....
.....
.....

De akte van bewilliging wijst en aan om als getuige en
plaatsvervangend getuige de verrichtingen van het gemeentelijk bureau bij te wonen.

Te....., ople.....2006.

De voorzitter,

(1) De naam en de voornaam worden voorafgegaan door de vermelding : Mevrouw (Mev.) of de Heer (dhr.)

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen Waasten
CAS.F.S.2-Bijlage 5

Provincie :
Gemeente

Kieskanton

Het voordragen van kandidaten door aftredende raadsleden

Wij, ondergetekenden, aftredende leden van de Raad voor maatschappelijk welzijn van Komen-Waasten, dragen de hierna vermelde personen voor als kandidaten voor de verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn van 8 oktober 2006.

Het letterwoord of logo..... moet geplaatst zijn boven de kandidatenlijsten op het stembiljet (1). Dit letterwoord of logo betekent :

Wij wijzen de kandidaten en aan om die akte in te dienen.

A. KANDIDATEN

ORDE VAN VOORDRACHT VAN DE KANDIDATEN	NAAM VAN DE KANDIDATEN (2)	VOOR- NAMEN	GEBORTE- DATUM	GESLACHT :	BEROEP	NR. VAN HET RIJKS- REGISTER	HOOFDVERBLIJF EN VOLLEDIG ADRES
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							

(1)

-Het letterwoord wordt gevormd met de beginletters ofwel van alle woorden, ofwel van een gedeelte van de woorden die de benaming van de kandidatenlijst vormen. Ze kan een acroniem zijn. Ze kan een logogram bevatten. Het letterwoord bestaat uit ten hoogste twaalf letters en/of cijfers en uit ten hoogste dertien tekens. Het logo is de grafische uitbeelding van de naam van de lijst.

- Wanneer deze akte bij een akte van voordracht van kandidaten voor de gemeenteraad gevoegd is, dienen het letterwoord en het volgnummer toegekend aan de lijst van kandidaten voor de gemeenteraad eveneens voor de identificering en de nummering van de overeenstemmende lijst van kandidaten voor de raad voor maatschappelijk welzijn.

(2)

- De identiteit van de kandidate (kandidaat), getrouwd of weduwe (weduwnaar), kan gevolgd worden door de naam van haar/zijn echtgenoot (-genote) of overleden echtgenoot (-genote). De geboortevoorname van de kandidaat kan gevolgd worden door de gebruikelijke voornaam voor zover de kandidaat met deze vermelding niet verwisseld wordt met een andere kandidaat of met een op het niveau van het kieskring bekende persoonlijkheid. Aldus kan het kieskringbureau een kandidaat de toelating geven om op het aanplak- en het stembiljet gebruik te maken van een andere voornaam mits toepassing van volgende regels:

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen Waasten
CAS.F.S.2-Bijlage 5

1° De voornaam waaronder de kandidaat daadwerkelijk bekend is, is niet zijn eerste voornaam, maar een andere die op zijn geboorteakte vermeld is: in dat geval vermeldt hij de volledige voornaam op zijn akte van voordracht en geeft hij aan dat hij wenst dat die naam op het stembiljet wordt gebruikt i.p.v. de andere; 2° de kandidaat staat bekend onder een afgekorte vorm van één van zijn voornamen vermeld op zijn geboorteakte: bijvoorbeeld, Danny voor Daniël; hij handelt als onder punt 1°; 3° de voornaam die hij wenst vermeld te zien op het stembiljet maakt niet deel uit van de voornamen die op zijn geboorteakte vermeld staan: het kieskringbureau laat die voornaam toe mits voorlegging van een akte van bekendheid afgegeven door de vrederechter of een notaris; de geboortevornaam van de kandidaat wordt op het stembiljet vermeld, gevolgd door diens gebruikelijke voornaam.

-Het aantal kandidaten mag niet hoger zijn dan het aantal te kiezen leden in de gemeente. -Een kandidaat mag niet opkomen op meer dan één lijst in de gemeente. -Om tot raadslid van de raad voor maatschappelijk welzijn gekozen te worden, moet men:

1. Belg zijn; de wijze waarop de Belgische nationaliteit verworven is (geboorte, naturalisatie, huwelijk, optie) speelt hier geen rol.
2. Achttien jaar oud zijn;
3. In de bevolkingsregisters van de gemeente ingeschreven zijn; niet verkiesbaar zijn 1° zij die wegens een veroordeling uit het verkiesbaarheidsrecht zijn ontzet; 2° zij die bij toepassing van de L4121-2 en 3 van het kiesrecht uitgesloten of geschorst zijn. 3° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen vermeld in 1° en 2°, veroordeeld zijn, zelfs met uitstel, wegens één van de in de artikelen 240, 241, 243 en 245 tot 248 van het Strafwetboek omschreven misdrijven, gepleegd in de uitoefening van een gemeentambt; deze onverkiesbaarheid eindigt twaalf jaar na de veroordeling.

Overeenkomstig artikel 7 van de wet van 8 juli 1976 houdende organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn dienen alle verkiesbaarheidsvoorwaarden op de datum van de verkiezing vervuld te zijn.

(3) In deze kolom, "H" voor een heer en "V" voor een vrouw schrijven.

-Voor de voordracht van een kandidaatstelling voor de rechtstreekse verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn, zie ook het koninklijk besluit van 26 augustus 1988 tot vaststelling van de nadere regels voor de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn in de gemeenten bedoeld bij artikel 7 van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en in de gemeenten Komen-Waasten en Voeren.

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen Waasten
CAS.F.S.2-Bijlage 5

**B. AFTREDENDE LEDEN VAN DE RAAD VOOR
MAATSCHAPPELIJK WELZIJN DIE KANDIDATEN VOORDRAGEN**

NUMMERS	NAMEN EN VOORNAMEN VAN DE VOORDRAGENDE PROVINCIERAADSLEDEN	GEBOORTE- DATUM	GESLACH T :	BEROEP	HOOFDVERBLIJF EN VOLLEDIG ADRES
1					
2					

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen Waasten
van 8 oktober 2006
CAS.F.S.2-Bijlagen Bijlage 6

Provincie : Kieskanton
Gemeente :

Bijlage voor het voordragen van kandidaten door aftredende raadsleden

Bijlage 1 Verklaring van voordracht van kandidaten door aftredende leden van de raad voor maatschappelijk welzijn

Ik, ondergetekende,
NAAM (in hoofdletters):
Voornamen:
Geslacht
Geboortedatum
Hoofdverblijf : (straat), (nummer), (bus),
.....
..... (gemeente),
..... (postcode)
Identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen:

aftredend lid van de raad voor maatschappelijk welzijn, verklaar hierbij de voordracht van kandidaten op de volgende lijst te ondersteunen (letterwoord) voor de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn van 8 oktober 2006.

Aanvaard/aanvaard niet een eventuele aanwijzing als partijgetuige of als plaatsvervangende getuige (schrappen wat niet past).

Opgemaakt te, op
..... 2006

Volgnummer van de aangifte:

Handtekening,

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen Waasten
van 8 oktober 2006
CAS.F.S.2-Bijlagen Bijlage 6

Bijlage 2. Verklaring van bewilliging

Wij, ondergetekenden, kandidaten voorgedragen door de aftredende leden van de Raad voor maatschappelijk welzijn wier namen voorkomen op de akte van voordracht van de kandidaturen, verklaren dat we de ons aangeboden kandidaturen aanvaardden.

We verklaren de heer :, kiezer (of kandidaat) als getuige, en de heer, kiezer (of kandidaat) als plaatsvervangende getuige aan te wijzen om de vergaderingen van het gemeentelijke bureau bij te wonen.

We verbinden ons ertoe de wetsbepalingen inzake beperking en controle van de verkiezingsuitgaven na te leven en deze uitgaven schriftelijk aan te geven om deze verklaring binnen dertig dagen die volgen op de datum van de verkiezingen in te dienen bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg in het ambtsgebied waarvan het gemeentelijke bureau gevestigd is.

We verbinden ons ertoe bij de afgifte van het overzicht van onze uitgaven een aangifte betreffende de herkomst van de geldmiddelen te voegen en daarbij de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, te registreren.

De lijstaanvoerder moet bovendien binnen dertig dagen na de datum van de verkiezingen de uitgaven voor de verkiezingspropaganda van de lijst aangeven. Hij verbindt er zich tevens toe de herkomst van de geldmiddelen aan te geven en daarbij de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, te registreren.

We verbinden ons ertoe tijdens de verkiezingen en gedurende ons mandaat de beginselen van de democratie van een rechtsstaat alsmede de rechten en vrijheden ingeschreven in de Grondwet, in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden van 4 november 1950 en Internationaal Verdrag van 19 december 1966 inzake burgerrechten en politieke rechten na te leven.

Te....., op2006.

Handtekening van de kandidaten :

Naam en voornamen (2)

Handtekening

Hoofdverblijf :

(1) Moet enkel worden ingevuld als deze akte niet gevoegd wordt bij een voordracht van kandidaten voor de gemeenteraad. In die veronderstelling en overeenkomstig artikel 5 van het koninklijk besluit van 26 augustus 1988 tot vaststelling van de nadere regels voor de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn in de gemeenten bedoeld bij artikel 7 van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en in de gemeenten Komen-Waasten en Voeren, worden de getuigen die door kandidaten voor de gemeenteraad aangewezen zijn, ambtshalve aangewezen om in dezelfde hoedanigheid voor rekening van de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn.

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn van Komen Waasten van 8 oktober 2006
CAS.F.S.2-Bijlagen Bijlage 6

(2) Een uittreksel uit het kiezersregister waarbij wordt bewezen dat de kandidaten kiezers zijn, voegen.

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
 van Komen-Waasten
 van 8 oktober 2006
 CAS.F.S.2-Bijlagen Bijlage 6

Bijlage 3.-Ontvangstbewijs

De voorzitter van het gemeentelijke bureau erkent dat hij een akte van voordracht van kandidaturen gekregen heeft, die ingediend is op2006 door (1)..... De voorzitter van het gemeentelijke bureau erkent dat hij een akte van voordracht van kandidaatstellingen gekregen heeft, die ingediend is op2006 door de kandidaten voorgedragen voor de Raad voor maatschappelijk welzijn door

(1).....

Deze kandidaten zijn :

(1).....

Die kandidaten aanvaardden de hen aangeboden kandidaatstellingen door een verklaring gevoegd bij bedoelde voordracht. Die akte wijst en aan om als getuige en plaatsvervangend getuige de verrichtingen van het gemeentelijk bureau bij te wonen (2).

Te....., ople.....2006.

De voorzitter,

(1) De naam en de voornaam worden voorafgegaan door de vermelding : Mevrouw (Mev.) of de Heer (dhr.) (2) Moet enkel worden ingevuld als deze akte niet gevoegd wordt bij een voordracht van kandidaten voor de gemeenteraad. In die veronderstelling en overeenkomstig artikel 5 van het koninklijk besluit van 26 augustus 1988 tot vaststelling van de nadere regels voor de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn in de gemeenten bedoeld bij artikel 7 van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en in de gemeenten Komen-Waasten en Voeren, worden de getuigen die door kandidaten voor de gemeenteraad aangewezen zijn, ambtshalve aangewezen om in dezelfde hoedanigheid voor rekening van de overeenstemmende kandidatenlijst voor de raad voor maatschappelijk welzijn de vergaderingen van het gemeentelijk bureau die verband houden met de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn bij te wonen.

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen Waasten
van 8 oktober 2006
CAS.F.S.2-Bijlagen Bijlage 6

Provincie :
Gemeente :

Kieskanton

Afzonderlijke verklaring van bewilliging van kandidaatstellingen

Wij, ondergetekenden, kandidaten voorgedragen door de aftredende gemeenteraadsleden wier namen voorkomen op de akte van voordracht van de kandidaturen, verklaren dat we op 2006 de ons aangeboden kandidaturen aanvaarden. .

We verklaren de heer :, kiezer (of kandidaat) als getuige, en de heer , kiezer (of kandidaat) als plaatsvervangende getuige aan te wijzen om de vergaderingen van het gemeentelijke bureau bij te wonen.

We verbinden ons ertoe de wetsbepalingen inzake beperking en controle van de verkiezingsuitgaven na te leven en deze uitgaven schriftelijk aan te geven om deze verklaring binnen dertig dagen die volgen op de datum van de verkiezingen in te dienen bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg in het ambtsgebied waarvan het gemeentelijke bureau gevestigd is.

We verbinden ons ertoe bij de afgifte van het overzicht van onze uitgaven een aangifte betreffende de herkomst van de geldmiddelen te voegen en daarbij de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, te registreren.

De lijstaanvoerder moet bovendien binnen dertig dagen na de datum van de verkiezingen de uitgaven voor de verkiezingspropaganda van de lijst aangeven. Hij verbindt er zich tevens toe de herkomst van de geldmiddelen aan te geven en daarbij de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, te registreren.

We verbinden ons ertoe tijdens de verkiezingen en gedurende ons mandaat de beginselen van de democratie van een rechtsstaat alsmede de rechten en vrijheden ingeschreven in de Grondwet, in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden van 4 november 1950 en Internationaal Verdrag van 19 december 1966 inzake burgerrechten en politieke rechten na te leven.

Te....., op2006.

Handtekening van de kandidaten :

Naam en voornamen (2)

Handtekening

Hoofdverblijf :

(1) Moet enkel worden ingevuld als deze akte niet gevoegd wordt bij een voordracht van kandidaten voor de gemeenteraad. In die veronderstelling en overeenkomstig artikel 5 van het koninklijk besluit van 26 augustus 1988 tot vaststelling van de nadere regels voor de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn in de gemeenten bedoeld bij artikel 7 van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en in de gemeenten Komen-Waasten en Voeren, worden de getuigen die door kandidaten voor de gemeenteraad aangewezen zijn, ambtshalve aangewezen om in dezelfde hoedanigheid voor rekening van de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn.

(2) Een uittreksel uit het kiezersregister waarbij wordt bewezen dat de kandidaten kiezers zijn, voegen.

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
 van Komen Waasten
 van 8 oktober 2006
 CAS.F.S.2bis/Bijlage 7

Bijlage Ontvangstbewijs

De voorzitter van het gemeentelijke bureau erkent dat hij de afzonderlijke verklaring van bewilliging gekregen heeft,
 die ingediend is op2006 door (1).....

.....

Deze kandidaten zijn :

(1).....

De akte van bewilliging wijst en aan om als getuige en
 plaatsvervangend getuige de verrichtingen van het gemeentelijk bureau bij te wonen.

Te....., ople.....2006.

De voorzitter,

(1) De naam en de voornaam worden voorafgegaan door de vermelding : Mevrouw (Mev.) of de Heer (dhr.)

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen Waasten
van 8 oktober 2006
123.B30P.C1.11/Bijlage 8

Provincie : HENEGOUWEN

KieskantonKOMEN-WAASTEN

Proces-verbaal in geval van verkiezing zonder strijd (1)

Gelet op de definitieve vaststelling van de kandidatenlijsten;

Aangezien dat het aantal effectieve kandidaten die regelmatig zijn voorgedragen niet hoger is dan het aantal te begeven mandaten;

Verkondigt als onmiddellijk verkozen tot leden van de raad voor maatschappelijk welzijn:

A.-Effectieven De hr./mevr.	B.-Effectieven DE HR./MEVR.	C.-Effectieven (2) DE HR./MEVR.
1.	1.	1.
2.	2.	2.
3.	3.	3.
4.	4.	4.
5.	5.	5.
6.	6.	6.
7.	7.	7.
8.	8.	8.
9.	9.	9.
10.	10.	10.
11.	11.	11.
12.	12.	12.
13.	13.	13.

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn van Komen
Waasten van 8 oktober 2006
123.B30P.C1.11/Bijlage 8

Waarvoor dit proces-verbaal staande de vergadering is opgesteld en ondertekend. Het wordt onmiddellijk gericht aan de bestendige deputatie van de provincieraad, met de akten van voordracht en bewilliging. Uittreksels worden gericht aan de verkozenen en bij wijze van aanplakking bekendgemaakt in de gemeente

Te....., op2006.

De secretaris,

(get.)

De bureauleden,

De voorzitters,

(get.)

(get.)

De getuigen,

(1) Dit proces-verbaal wordt opgesteld de donderdag 24^e dag voor de verkiezing of in geval van beroep de maandag 20^e dag voor de verkiezing, na eventuele rechtzetting van de kandidatenlijst overeenkomstig de beslissingen van het Hof van Beroep

(2) De naam en de voornaam worden voorafgegaan door de vermelding : Mevrouw (Mev.) of de Heer (dhr.).

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen Waasten
van 8 oktober 2006
123.B13P.C1.8/Bijlage 9.

Provincie : HENEGOUWEN

Kieskanton: Komen-Waasten

Kennisgeving van verwerping van kandidaatstelling (bij aangetekend schrijven)

Gemeentelijk bureau:

Wordt gebruikt ongeacht welke kiezer de akte van voordracht van de kandidaatstellingen heeft ingediend, medegedeeld aan de hr. (1), reden van verwerping van de

hr.....

..... en consorten bij de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn, waarbij het hiernavolgend uittreksel van het proces-verbaal van de vergadering van het gemeentelijk bureau op de tekst vermeld wordt van de redenen van de beslissing waarbij dat bureau de akte van voordracht van kandidaten of de kandidaatstelling van de hronregelmatig heeft verklaard

..... door hem voorgedragen en laatstgenoemden van de voorlopige kandidatenlijst heeft verwijderd

Wordt enkel gebruikt voor verwerping

wegens gemeentelijke reden opmet weergave van de tekst van de motieven van de onverkiesbaarheid

De attentie van de hr.wordt gevestigd op de volgende bepalingen van het Kieswetboek (zie keerzijde, art. 123 tot en met 125quater van het Kieswetboek).

Te....., ople.....2006.

De Voorzitter,

(1) – De kiezer die de akte van voordracht waarvan sprake heeft afgegeven of, indien er verschillende indieners zijn, degene van hen die als eerste aangewezen is in de akte van bewilliging. -De naam en de voornaam worden voorafgegaan door de vermelding : Mevrouw (Mev.) of de Heer (dhr.)

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn van Komen
Waasten van 8 oktober 2006
123.B13P.C1.8/Bijlage 9.

Uittreksel van het Kieswetboek

Overeenkomstig artikel 26 van de Gemeentekieswet dienen volgende artikelen van het Kieswetboek als volgt te worden gelezen.

Art. 123. § 3. Zij die de aanvaarde of afgewezen lijsten hebben ingediend of, bij hun ontstentenis, een van de erop voorkomende kandidaten, kunnen de vierentwintigste dag vóór de stemming, tussen 14 en 16 uur, op de plaats aangewezen voor het indienen van de voordrachten, bij de voorzitter van het hoofdbureau, waarmee bij het voorlopig afsluiten van de kandidatenlijst rekening is gehouden of die de dag na die aansluiting ingeroepen zijn. Wanneer de onregelmatigheid gelegen is in onverkiesbaarheid van een kandidaat, kan een memorie worden ingediend met inachtneming van dezelfde regels.

De in het vorige lid bedoelde personen kunnen in voorkomend geval een verbeterings- of aanvullingsakte indienen. De verbeterings- of aanvullingsakte is alleen dan ontvankelijk wanneer de voordracht ofwel een of meer op de voordracht voorkomende kandidaten afgewezen zijn om een van de volgende redenen :

- 1° Gemis van het vereiste aantal regelmatige handtekeningen van voordragende kiezers;
- 2° te groot aantal kandidaat-titularissen of kandidaat-opvolgers;"
- 3° Gemis van het vereiste aantal regelmatige handtekeningen van voordragende kiezers;
- 4° Geen of onvoldoende vermelding van de naam, de voornamen, de geboortedatum, het beroep woonplaats en volledig adres van de kandidaten of kiezers die gemachtigd zijn de akte in te dienen;
- 5° Niet-nakoming van de regels omtrent de rangschikking van de kandidaten of de schikking van hun namen.
- 6° niet-nakoming van de regels omtrent de evenwichtige samenstelling van de kandidatenlijsten, bedoeld in artikel L23, lid 12 van de gemeentekieswet

Behalve in het geval bedoeld onder 6° van het voorgaande lid, mag de verbeterings- of aanvullingsakte geen naam van een nieuwe kandidaat bevatten. De akte kan in geen enkel geval de volgorde van de voordracht goedgekeurd voor de verwijderde akte wijzigen.

Vermindering van een te groot aantal kandidaat-titularissen of kandidaat-opvolgers is slechts mogelijk, wanneer uit een schriftelijke verklaring van een kandidaat blijkt dat hij zijn bewilligingsakte intrekt.

De nieuwe kandidaten, voorgedragen overeenkomstig het derde lid, 6°, moeten de hun aangeboden kandidatuur in een schriftelijke verklaring bewilligen.

De geldige handtekeningen van de voordragende kiezers en van de bewilligende kandidaten, alsmede de regelmatige vermeldingen in de afgewezen voordracht, blijven van kracht, indien de verbeterings- of aanvullingsakte aanvaard wordt.

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn van Komen
Waasten van 8 oktober 2006
123.B13P.C1.8/Bijlage 9.

Art. 124. Het hoofdbureau vergadert de vierentwintigste dag voor de stemming, om zestien uur.

In voorkomend geval onderzoekt het de stukken die de voorzitter overeenkomstig de artikelen 121, 122 en 123 heeft ontvangen en beslist erover na de betrokkenen te hebben gehoord indien zij het verlangen. Hij zet indien nodig de lijst van de kandidaten recht en stelt ze definitief vast.

Tot deze vergadering worden enkel toegelaten zij die de lijsten hebben ingeleverd of, bij hun ontstentenis, de kandidaten die een stuk als bepaald bij de artikelen 121 en 123 hebben overhandigd, alsmede de getuigen door de kandidaten van die lijsten krachtens artikel 116 aangewezen.

Indien de verkiesbaarheid van een kandidaat omstreden is, kunnen ook die kandidaat en de bezwaarindienaar ofwel persoonlijk ofwel door tussenkomst van een volmachtouder de vergadering bijwonen. Hun persoonlijke aanwezigheid of hun aanwezigheid via een volmachtouder is een voorwaarde voor de ontvankelijkheid van het beroep bepaald in artikel 125.

Art. 125. Wanneer het hoofdbureau een kandidatuur verwerpt wegens onverkiesbaarheid van de kandidaat, wordt hiervan in het proces-verbaal melding gemaakt en, indien de afgewezen kandidaat aanwezig of vertegenwoordigd is, verzoekt de voorzitter de kandidaat of zijn gemachtigde desverlangd op het proces-verbaal een verklaring van beroep te ondertekenen.

Wanneer een bezwaar, gegrond op de onverkiesbaarheid van een kandidaat, afgewezen wordt, dient dezelfde procedure te worden toegepast en de indiener van het bezwaar of zijn gemachtigde wordt verzocht een verklaring van beroep te ondertekenen, indien hij het verlangt.

Hij brengt de zaak op de rol van een terechtzitting van de eerste kamer van het hof van beroep van het ambtsgebied, die moet plaats hebben de twintigste dag vóór de verkiezing, om tien uur 's morgens, zelfs indien die dag een feestdag is, zonder dagvaarding of oproeping.

Beslissingen van het hoofdbureau die geen betrekking hebben op de verkiesbaarheid van kandidaten, zijn niet vatbaar voor beroep.

Art. 125bis. De voorzitter van het Hof van beroep houdt zich ter beschikking van de voorzitters van de hoofdbureaus van zijn ambtsgebied, de drieëntwintigste dag voor de verkiezing, tussen 11 en 13 uur, in zijn kantoor, om er uit hun handen een uitgifte te krijgen van de processen-verbaal met de verklaringen tot instelling van beroep en alle documenten die de geschillen aanbelangen waarvan de hoofdbureaus kennis hebben gekregen.

Bijgestaan door zijn griffier, maakt hij van deze overhandiging akte op.

Art. 125ter. De voorzitter van het Hof van beroep brengt de zaak op de rol van een terechtzitting van de eerste kamer van dit hof, die moet plaats hebben op de twintigste dag vóór de verkiezing, te 10 uur 's morgens, zelfs indien die dag een feestdag is.

De eerste kamer van het hof onderzoekt de zaken van verkiesbaarheid met voorrang boven alle andere.

Ter openbare zitting doet de voorzitter voorlezing van de stukken van het dossier. Hij verleent vervolgens het woord aan de eiser in beroep en eventueel aan de verweerder; dezen mogen zich laten vertegenwoordigen en bijstaan door een raadsman.

Het hof, het advies van de procureur-generaal gehoord, beslist staande de vergadering bij een arrest, dat ter openbare terechtzitting wordt voorgelezen; dit arrest wordt niet betekend aan de betrokkene, maar neergelegd ter griffie van het hof, waar hij er kosteloos inzage van kan nemen.

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn van
Komen Waasten van 8 oktober 2006
123.B13P.C1.8/Bijlage 9.

Het beschikgende gedeelte van het arrest wordt door toedoen van het openbaar ministerie telegrafisch ter kennis van de voorzitter van het betrokken hoofdbureau gebracht ter plaatse door deze aangewezen.

Het dossier van het hof wordt, met een uitgifte van het arrest, binnen acht dagen toegezonden aan de griffier van de vergadering die belast is met het onderzoek van de geloofsbrieven der gekozenen.

Art. 125quater. Tegen de arresten bedoeld in artikel 125ter staat geen rechtsmiddel open.

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen Waasten
van 8 oktober 2006
123.B13P.C1.9/Bijlage 10

Provincie : HENEGOUWEN

Kieskanton: Komen-Waasten

Ontvangstbewijs van een bezwaar tegen een kandidaat door de voorzitter van het gemeentelijk bureau

Gemeentelijk bureau

VERKIEZING VAN DE RAAD VOOR MAATSCHAPPELIJK WELZIJN VAN 8 OKTOBER 2006

De ondergetekende voorzitter van het gemeentelijke bureau erkent dat hij van (1) binnen de bij de wet opgelegde termijn een met redenen omkleed bezwaar tegen de aanvaarding van de kandidatuur van de heer/mevr. voor de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn in ontvangst heeft genomen.

Te....., op2006..

De voorzitter,

(1) – Enkel de kandidaten en de lijstindieners zijn gemachtigd om een bezwaarschrift in te dienen. -De naam en de voornaam worden voorafgegaan door de vermelding : Mevrouw (Mev.) of de Heer (dhr.)

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen Waasten
van 8 oktober 2006
123.B30P.10/Bijlage 11.

Provincie : HENEGOUWEN

Kieskanton: Komen-Waasten

Kennisgeving van een bezwaar bij aangetekend schrijven

Het gemeentelijk bureau:

Wordt gebruikt ongeacht het voorwerp van het bezwaar. De voorzitter van het gemeentelijk bureau brengt ter kennis van (1)

. (1)

als kiezer die een voordrachtsakte van kandidaatstellingen betreffende

.....
en consorten voor de verkiezing voor de raad voor maatschappelijk welzijn dat hem een bezwaarschrift is overhandigd tegen de aanvaarding van de in de akte opgenomen kandidaturen van
..... waarbij de hierboven opgegeven redenen worden aangevoerd

.....
.....
.....

.....
.....
.....
Wordt gebruikt ongeacht het voorwerp van het bezwaar. De voorzitter van het gemeentelijk bureau brengt ter kennis van (1)

dat in het geval van

kandidaat bij de verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn, dat hem een bezwaarschrift is overhandigd betreffende de verkiesbaarheid met vermelding van de hierboven opgegeven redenen waarbij zijn verkiesbaarheid aangevochten wordt.

.....
.....

Hij vestigt zijn aandacht op de bepalingen van het Kieswetboek, hierna afgedrukt (zie hierbij art. 123 tot en met 125quater van het Kieswetboek).

Te....., op2006.

De voorzitter,

(1) – De kiezer die de aangevochten akte van voordracht heeft afgegeven of, indien er verschillende indieners zijn, degene van hen die als eerste aangewezen is in de akte van bewilliging.

-De naam en de voornaam worden voorafgegaan door de vermelding : Mevrouw (Mev.) of de Heer (dhr.)

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn van Komen
Waasten van 8 oktober 2006
123.B30P.10/Bijlage 11.

Uittreksel van het Kieswetboek

Overeenkomstig artikel 26 van de Gemeentekieswet dienen volgende artikelen van het Kieswetboek als volgt te worden gelezen.

Art. 123. Zij die de aanvaarde of afgewezen lijsten hebben ingediend of, bij hun ontstentenis, een van de erop voorkomende kandidaten, kunnen de vierentwintigste dag vóór de stemming, tussen 14 en 16 uur, op de plaats aangewezen voor het indienen van de voordrachten, bij de voorzitter van het hoofdbureau, waarmee bij het voorlopig afsluiten van de kandidatenlijst rekening is gehouden of die de dag na die aansluiting ingeroepen zijn. Wanneer de onregelmatigheid gelegen is in onverkiesbaarheid van een kandidaat, kan een memorie worden ingediend met inachtneming van dezelfde regels.

De in het vorige lid bedoelde personen kunnen in voorkomend geval een verbeterings- of aanvullingsakte indienen. De verbeterings- of aanvullingsakte is alleen dan ontvankelijk wanneer de voordracht ofwel een of meer op de voordracht voorkomende kandidaten afgewezen zijn om een van de volgende redenen :

1. Gemis van het vereiste aantal regelmatige handtekeningen van voordragende kiezers;

2° te groot aantal kandidaat-titularissen of kandidaat-opvolgers;"

3° gemis van regelmatige bewilliging;

4° geen of onvoldoende vermelding van de naam, de voornamen, de geboortedatum, het beroep, de hoofdverblijfplaats van de kandidaten of van de tot inlevering van de akte gemachtigde kiezers;

5. Niet-nakoming van de regels omtrent de rangschikking van de kandidaten of de schikking van hun namen.

6° niet-nakoming van de regels omtrent de evenwichtige samenstelling van de kandidatenlijsten, bedoeld in artikel 23 van deze wet.

Behalve in het geval bedoeld onder 6° van het voorgaande lid, mag de verbeterings- of aanvullingsakte geen naam van een nieuwe kandidaat bevatten. De akte kan in geen enkel geval de volgorde van de voordracht goedgekeurd voor de verwijderde akte wijzigen.

Vermindering van een te groot aantal kandidaat-titularissen of kandidaat-opvolgers is slechts mogelijk, wanneer uit een schriftelijke verklaring van een kandidaat blijkt dat hij zijn bewilligingsakte intrekt.

De nieuwe kandidaten, voorgedragen overeenkomstig het derde lid, 6°, moeten de hun aangeboden kandidatuur in een schriftelijke verklaring bewilligen.

De geldige handtekeningen van de voordragende kiezers en van de bewilligende kandidaten, alsmede de regelmatige vermeldingen in de afgewezen voordracht, blijven van kracht, indien de verbeterings- of aanvullingsakte aanvaard wordt.

Art. 124. Het hoofdbureau vergadert de vierentwintigste dag voor de stemming, om zestien uur.

In voorkomend geval onderzoekt het de stukken die de voorzitter overeenkomstig de artikelen 121, 122 en 123 heeft ontvangen en beslist erover na de betrokkenen te hebben gehoord indien zij het verlangen. Hij zet indien nodig de lijst van de kandidaten recht en stelt ze definitief vast.

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn van Komen
Waasten van 8 oktober 2006
123.B30P.10/Bijlage 11.

Tot deze vergadering worden enkel toegelaten zij die de lijsten hebben ingeleverd of, bij hun ontstentenis, de kandidaten die een stuk als bepaald bij de artikelen 121 en 123 hebben overhandigd, alsmede de getuigen door de kandidaten van die lijsten krachtens artikel 116 aangewezen.

Indien de verkiesbaarheid van een kandidaat overstreden is, kunnen ook die kandidaat en de bezwaarindiener ofwel persoonlijk ofwel door tussenkomst van een volmachtouder de vergadering bijwonen. Hun persoonlijke aanwezigheid of hun aanwezigheid via een volmachtouder is een voorwaarde voor de ontvankelijkheid van het beroep bepaald in artikel 125.

Art. 125. Wanneer het hoofdbureau een kandidatuur verwerpt wegens onverkiesbaarheid van de kandidaat, wordt hiervan in het proces-verbaal melding gemaakt en, indien de afgewezen kandidaat aanwezig of vertegenwoordigd is, verzoekt de voorzitter de kandidaat of zijn gemachtigde desverlangd op het proces-verbaal een verklaring van beroep te ondertekenen.

Wanneer een bezwaar, gegrond op de onverkiesbaarheid van een kandidaat, afgewezen wordt, dient dezelfde procedure te worden toegepast en de indiener van het bezwaar of zijn gemachtigde wordt verzocht een verklaring van beroep te ondertekenen, indien hij het verlangt.

Hij brengt de zaak op de rol van een terechtzitting van de eerste kamer van het hof van beroep van het ambtsgebied, die moet plaats hebben de twintigste dag vóór de verkiezing, om tien uur 's morgens, zelfs indien die dag een feestdag is, zonder dagvaarding of oproeping.

Beslissingen van het hoofdbureau die geen betrekking hebben op de verkiesbaarheid van kandidaten, zijn niet vatbaar voor beroep.

Art. 125bis. De voorzitter van het Hof van beroep houdt zich ter beschikking van de voorzitters van de hoofdbureaus van zijn ambtsgebied, de drieëntwintigste dag voor de verkiezing, tussen 11 en 13 uur, in zijn kantoor, om er uit hun handen een uitgifte te krijgen van de processen-verbaal met de verklaringen tot instelling van beroep en alle documenten die de geschillen aanbelangen waarvan de hoofdbureaus kennis hebben gekregen.

Bijgestaan door zijn griffier, maakt hij van deze overhandiging akte op.

Art. 125ter. De voorzitter van het Hof van beroep brengt de zaak op de rol van een terechtzitting van de eerste kamer van dit hof, die moet plaats hebben op de twintigste dag vóór de verkiezing, te 10 uur 's morgens, zelfs indien die dag een feestdag is.

De eerste kamer van het hof onderzoekt de zaken van verkiesbaarheid met voorrang boven alle andere.

Ter openbare zitting doet de voorzitter voorlezing van de stukken van het dossier. Hij verleent vervolgens het woord aan de eiser in beroep en eventueel aan de verweerder; dezen mogen zich laten vertegenwoordigen en bijstaan door een raadsman.

Het hof, het advies van de procureur-generaal gehoord, beslist staande de vergadering bij een arrest, dat ter openbare terechtzitting wordt voorgelezen; dit arrest wordt niet betekend aan de betrokkene, maar neergelegd ter griffie van het hof, waar hij er kosteloos inzage van kan nemen.

Het beschikkende gedeelte van het arrest wordt door toedoen van het openbaar ministerie telegrafisch ter kennis van de voorzitter van het betrokken hoofdbureau gebracht ter plaatse door deze aangewezen.

Het dossier van het hof wordt, met een uitgifte van het arrest, binnen acht dagen toegezonden aan de griffier van de vergadering die belast is met het onderzoek van de geloofsbrieven der gekozenen.

Art. 125quater. Tegen de arresten bedoeld in artikel 125ter staat geen rechtsmiddel open.

Gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen
van 8 oktober 2006
CP.F.O1.1/Bijlage 12

Provincie :
Gemeente :

Kieskantón

Oproeping van de kiezers (1)

HET COLLEGE VAN BURGEMEESTER EN SCHEPENEN,

meldt hierbij aan de kiezers van de gemeente dat op zondag 8 oktober 2006 de verkiezing van ... (aantal) gemeenteraadsleden en de verkiezing van (aantal) provincieraadsleden plaatsvinden.

De gemeenteraadskiezers gelieve zich te begeven naar respectievelijk de lokalen vermeld in onderstaande tabel (2), voorzien van hun OPROEPINGSBRIEF en hun IDENTITEITSBEWIJS om deel te nemen aan de stemming die open is op zondag 8 oktober 2006 van 8 tot en met 13 uur (3). De kiezers die de dag van de verkiezing niet meer in de gemeente verblijven waar ze als kiezer ingeschreven zijn, hebben recht op een vergoeding van hun reiskosten (4).

De kiezer die zijn oproepingsbrief niet heeft ontvangen voor 8 oktober 2006, kan hem op de gemeentesecretarie afhalen tot op de dag van de stemming 's middags.

STEMMING BIJ VOLMACHT (art. L4132-2 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie).

§ 1. De volgende kiezers kunnen een andere kiezer machtigen om in hun naam en opdracht te stemmen:

1° de kiezer die wegens ziekte of gebrekkigheid van zichzelf, een bloed- of aanverwant of een samenwonende niet in staat is om zich naar het stemcentrum te begeven of er naartoe gevoerd te worden. Deze onbekwaamheid moet blijken uit een medisch attest. Geneesheren, die als kandidaat voor de verkiezing zijn voorgedragen, mogen een dergelijk attest niet afgeven;

2° de kiezer die om beroeps- of dienstredenen:

a) in het buitenland is opgehouden, alsook de kiezers leden van zijn gezin of van zijn gevolg die met hem aldaar verblijven;

b) zich de dag van de stemming in het rijk bevindt, maar in de onmogelijkheid verkeert zich in het stemcentrum te melden.

Van de onder a) en b) bedoelde onmogelijkheid moet blijken door een attest van de militaire of burgerlijke overheid of van de werkgever onder wie de betrokkene ressorteert. Als de betrokkene een zelfstandige is, moet van de onder a) en b) bedoelde onmogelijkheid blijken door een verklaring op erewoord die vooraf wordt gedaan bij het gemeentebestuur;

3° de kiezer, die het beroep van schipper, marktkramer of kermisreiziger uitoefent en de leden van zijn gezin die met hem samenwonen.

- (1) Oproepings van de kiezers voor de stemming – zie art. L4124-1, § 3, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisering. Die oproeping moet uiterlijk 20 dagen voor het begin van de stemming verdeeld zijn
- (2) . Als de gemeente slechts één stembureau heeft, te vermelden in het lokaal te ...
- (3) Eventueel van 8 tot 15 uur als uur opgeven in de gemeenten waar de stemming geautomatiseerd verloopt.
- (4) artikel L4135-2, § 2, 3°, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

Gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen van 8 oktober 2006

CP.F.O1.1/Bijlage 12

Van de uitoefening van het beroep moet blijken door een attest van de burgemeester van de gemeente waar de betrokkene in het bevolkingsregister is ingeschreven.

4° de kiezer die de dag van de stemming ten gevolge van een rechterlijke maatregel in een toestand van vrijheidsbeneming verkeert.

Deze toestand wordt bevestigd door de directie van de inrichting waar de betrokkene zich bevindt.

5° de kiezer die om redenen in verband met zijn geloofsovertuiging in de onmogelijkheid verkeert zich in het stemcentrum te melden. Deze onmogelijkheid moet blijken uit een attest dat is afgegeven door de religieuze overheid;

6° de student die zich, om studieredenen, in de onmogelijkheid bevindt zich in het stemcentrum te melden, op voorwaarde dat hij een attest overlegt van de directie van de instelling waar hij studeert;

7° de kiezer die, om andere dan de hiervoor genoemde redenen, de dag van de stemming niet in zijn woonplaats is wegens een tijdelijk verblijf in het buitenland, en zich bijgevolg in de onmogelijkheid bevindt zich in het stembureau te melden. Het verblijf in het buitenland om dergelijke reden kan aangetoond worden aan de hand van een attest van de reisorganisator. In dat document wordt de naam van de kiezer vermeld die een andere kiezer wenst te machtigen om in zijn naam te stemmen. Als de kiezer niet in staat is om zich een dergelijk document te laten verstrekken, kan de onmogelijkheid waarin hij verkeert om zich in het stembureau te melden de dag van de stemming, blijken uit een attest afgegeven door de burgemeester van de gemeente van zijn woonplaats na overlegging van andere verantwoordingsstukken of een geschreven verklaring op erewoord. De Regering bepaalt het model van het door de burgemeester af te geven attest. De aanvraag moet uiterlijk de vijftiende dag vóór die van de verkiezing worden ingediend bij de burgemeester van de gemeente van de woonplaats.

§ 2. Elke kiezer kan als volmachthouder aangewezen worden. Een kandidaat kan als volmachthouder aangewezen worden bij zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende, bloed- of aanverwante die zijn hoofdverblijfplaats in zijn woonplaats vastgelegd heeft, op voorwaarde dat hijzelf kiezer is. Een kandidaat kan eveneens aangewezen worden als volmachthouder bij een bloed- of aanverwant wiens hoofdverblijfplaats niet in zijn woonplaats gevestigd is voor zover de band tot in de derde graad bewezen is. Indien de volmachtgever en de volmachthouder in het bevolkingsregister van dezelfde gemeente ingeschreven zijn, bevestigt de burgemeester van die gemeente het familieverband op het volmachtformulier. Indien ze niet in dezelfde gemeente ingeschreven zijn, wordt het familieverband door de burgemeester van de gemeente waar de volmachthouder ingeschreven is bevestigd op vertoon van een akte van bekendheid. De akte van bekendheid wordt bij het volmachtformulier gevoegd. Iedere volmachthouder mag slechts over één volmacht beschikken.

In afwijking van vorige leden wordt de volmachthouder vrij door de volmachtgever aangewezen voor wat betreft de kiezer die wegens zijn religieuze overtuiging in de onmogelijkheid verkeert zich in het stemcentrum te melden.

§ 3.La. De volmacht wordt gesteld op een formulier waarvan het model door de Regering wordt bepaald; het wordt kosteloos afgegeven op de gemeentesecretarie.

Gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen van 8
oktober 2006
CP.F.O1.1/Bijlage 12

De volmacht vermeldt de verkiezingen waarvoor ze geldig is, de naam, de voornamen, de geboortedatum en het adres van de volmachtgever en van de volmachthouder, en het identificatienummer van de volmachtgever in het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Het volmachtformulier wordt door de volmachtgever en de volmachthouder ondertekend.

Art. L4143-20, § 6, lid 2. Teneinde tot de stemming te worden toegelaten, overhandigt de volmachthouder aan de voorzitter van het stembureau waar de volmachtgever had moeten stemmen, de volmacht en één van de in artikel L4143-1 vermelde attesten en vertoont hij hem zijn identiteitskaart en zijn oproepingsbrief waarop de voorzitter vermeldt: "heeft bij volmacht gestemd".

Te....., op2006.

HET COLLEGE VAN BURGEMEESTER EN SCHEPENEN,

De gemeentesecretaris, de Burgemeester,

Tabel met opgave van het nummer van de stemlokalen en de lokalen waar de stemming plaats zal hebben.

A. Nummers van de stemlokalen	

N.B. In hun verklaring van bewilling verbinden de kandidaten zich ertoe de wetsbepalingen inzake beperking en controle van de verkiezingsuitgaven na te leven en deze uitgaven aan te geven.

Ze verbinden zich ertoe bij de aangifte van hun uitgaven een aangifte betreffende de herkomst van de geldmiddelen te voegen en daarbij de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, te registreren. De lijstaanvoerder moet bovendien binnen dertig dagen na de datum van de verkiezingen de uitgaven voor de verkiezingspropaganda van de lijst aangeven, evenals de herkomst van de geldmiddelen aangeven en de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, registreren.

De daartoe door de lijst gemandateerde persoon verzamelt de aangiften van de verkiezingsuitgaven van elke kandidaat en van de lijst en dient ze in binnen dertig dagen na de datum van de verkiezingen bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg binnen wiens rechtsgebied de gemeente gelegen is.

De aangiften worden vanaf de éénendertigste dag na de verkiezingen ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg gedurende vijftien dagen ter inzage gelegd van alle kiesgerechtigden van de betrokken kieskring, op vertoon van hun oproepingsbrief voor de verkiezingen.

Verkiezing van het openbaar centrum voor
maatschappelijk welzijn van Komen-Waasten
van 8 oktober 2006
Bijlage 13

Tweetalige Stembiljetten Frans-Nederlands

Election / Verkiezingen

Circonscription électorale de / Kieskring van

8 octobre 2006 / 8 oktober 2006

Election de _____ conseillers. / Verkiezingen van _____ leden.

1 ABC	2 DEF	4 GHIJ	5 KLMNOPQ	7 QR	8 STV	9 Z-W
●	●	●	●	●	●	●

1. De gegevens vermeld op het stembiljet zijn in de Franse en de Nederlandse taal opgesteld, met voorrang voor het Frans.
2. De afmetingen van de stembiljetten worden als volgt vastgesteld:1° Voor een lijst is het stembiljet zes cm breed, vermeerderd met 4 cm per bijkomende lijst.2° Het stembiljet is voor negen mandaten 18 cm hoog, telkens vermeerderd met 2 cm als er twee mandaten bijkomen.
3. De stembiljetten hebben een enkelvoudig blad. De regering stelt de hoeveelheid stempapier die voor de behoeften van de verkiezing nodig is ter beschikking van de voorzitter van elk kieskringbureau.
4. Voor de gemeenteraadsverkiezingen is het papier wit van kleur, voor de provincieraadsverkiezingen groen en blauw voor de rechtstreekse verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn.
5. Voor éénzelfde kiescollege mag niet gebruik worden gemaakt van stembiljetten van verschillend formaat. In ieder geval moeten de stembiljetten die voor een zelfde stemming gebezigd worden, volkomen gelijk zijn.

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen Waasten
van 8 oktober 2006
CAS.F.L.1/Bijlage 14

Model van aangifte van de door een lijst gedane verkiezingsuitgaven bij de verkiezingen voor de vernieuwing van de raad voor maatschappelijk welzijn van Komen-Waasten

Benaming, letterwoord en volgnummer van de lijst :

.....
.....
.....

Maximum toegelaten bedrag van de uitgaven dat overeenstemt met
..... ingeschreven kiezers.

De ondergetekende lijstaanvoerder (aanvoester) op de hierboven vermelde lijst, verklaart dat deze lijst de volgende verkiezingsuitgaven gedaan heeft voor de verkiezingen waarvan aard en datum hierboven vermeld worden :

Rubriek 1. Uitgaven en financiële verbintenissen voor diensten of leveringen met het oog op de mededeling van mondelinge, schriftelijke, auditieve en visuele boodschappen.

Voor elke soort van boodschap wordt vermeld : het gebruikte communicatiemiddel (radio, televisie, geschreven pers, pamfletten, affiches , panelen van minder dan 1 m² ...), de datum van de mededeling en het bedrag van de uitgave met een onderscheid, indien mogelijk, tussen de kost van de leveringen en de diensten die voor de communicatie gebruikt worden.

Voorbeelden : pamfletten : - kost van de levering; bijvoorbeeld verzendingskosten via de Post televisie - - productiekosten en communicatiekosten;

Rubriek 2. Uitgaven betreffende bezoldigde diensten die niet opgenomen zijn in rubriek 1.

Voor elke dienst, de dienstverlener en het bedrag van de prestatie vermelden.

Rubriek 3. Uitgaven betreffende de verwerving of de huur van goederen of leveringen die niet bedoeld zijn in rubriek 1.

Per voorwerp, de identiteit van de goederen of leveringen en het bedrag van de verwerving of de huur vermelden. Indien er geen onderscheid kan gemaakt worden tussen de diensten en de levering, wordt het totaal bedrag in rubriek 2 opgenomen

Rubriek 4. Andere uitgaven, niet bedoeld in de rubrieken 1 tot en met 3. Bijvoorbeeld, uitgaven door een derde persoon ten voordele van de lijst.

Totaal bedrag van de rubrieken 1 tot 4 :

Rubriek 5. Uitgaven opgenomen in de rubrieken 1 tot 4 en die gebruikt worden voor de financiering van de verkiezingscampagne van een of meerdere kandidaten van de lijst (2).

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn van
Komen Waasten
van 8 oktober 2006
CAS.F.L.1/Bijlage 14

Rubriek 6. Uitgaven opgenomen in de rubrieken 1 tot 4, die gefinancierd of betaald worden door een of meerdere bepaalde kandidaten en die geboekt worden op de uitgaven van de lijst, met de toestemming van de lijstaanvoerder (aanvoerder) (3).

N.B. De rubrieken 5 en 6 worden ter informatie vermeld om de controle te vergemakkelijken. Het gaat hier over uitgaven die reeds in de rubrieken 1 tot 4 inbegrepen zijn.

De ondergetekende verklaart dat de in de rubrieken 1 tot 4 vermelde uitgaven de totaliteit van de door de lijst gedane uitgaven en financiële verbintenissen vormen voor de verkiezingen van.....

Gedaan te, op 2006.

.....
(namen en handtekeningen)

¹Krant of tijdschrift, datum, aard en kosten van de uitgave bepalen.

²De naam van de betrokken kandida(a)t(en) en het bedrag gebruikt in zijn (hun) voordeel vermelden.

³De naam van de betrokken kandida(a)t(en) en het bedrag dat hij (zij) ten voordele van de lijst betaald heeft (hebben).

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen Waasten
van 8 oktober 2006
CAS.F.L.2/Bijlage 15

Model van aangifte betreffende de herkomst van de geldmiddelen voor de door de lijsten gedane uitgaven voor de verkiezingspropaganda met het oog op de vernieuwing van de raad voor maatschappelijk welzijn van Komen-Waasten (bij de aangifte van de uitgaven te voegen)

Benaming, letterwoord en volgnummer van de lijst :

.....
.....
.....

De ondergetekende lijstaanvoerder (aanvoester) op de hierboven vermelde lijst, verklaart dat de herkomst van geldmiddelen gebruikt voor de bovenvermelde verkiezingen de volgende is :

Rubriek 1. Giften in contanten van natuurlijke personen.....

Rubriek 2. Giften in natura van natuurlijke personen.....

Rubriek 3. Andere prestatie gelijk te stellen met giften

Rubriek 4. Geldmiddelen uit inkomsten van voor de partij georganiseerde manifestaties of festiviteiten.

Rubriek 5. Geldmiddelen in contanten van de politieke partij namens welke. de lijst wordt voorgedragen.

Rubriek 6. Geldmiddelen in natura van de politieke partij namens welke. de lijst is voorgedragen.

Totaalbedrag van de rubrieken 1 tot en met 6

De ondergetekende verklaart dat de hierboven vermelde geldmiddelen de totaliteit van de geldmiddelen vormen die gebruikt worden met het oog op de verkiezingen van.....

De ondergetekende verbindt er zich bovendien toe de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan te registreren, en deze gegevens binnen de dertig dagen na de verkiezingen mede te delen aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg in wiens rechtsgebied het kieskringbureau is gevestigd.

Gedaan te, (Datum) ...:

(naam en handtekening)

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
 van Komen Waasten
 van 8 oktober 2006
 CAS.F.CA.1/Bijlage 16

Model van aangifte van de door een kandidaat gedane verkiezingsuitgaven bij de verkiezingen voor de vernieuwing van de raad voor maatschappelijk welzijn van Komen-Waasten

Benaming, letterwoord en volgnummer van de lijst :

.....

Toegelaten maximumbedrag van uitgaven (1), overeenstemmend met Ingeschreven kiezers.
 De ondergetekende kandida(a)t(e) van de lijst voor de hierboven vermelde verkiezing verklaart de
 volgende verkiezingsuitgaven gedaan te hebben :

Rubriek 1. Uitgaven en financiële verbintenissen voor diensten of leveringen met het oog op de mededeling van
 mondelinge, schriftelijke, auditieve en visuele boodschappen.

Voor elke soort van boodschap wordt vermeld : het gebruikte communicatiemiddel (radio, televisie, geschreven
 pers, pamfletten, affiches , panelen van minder dan 2 m² ...), de datum van de mededeling en het bedrag van de
 uitgave met een onderscheid, indien mogelijk, tussen de kost van de leveringen en de diensten die voor de
 communicatie gebruikt worden.

Voorbeeld. Pamfletten - kost van de levering; bijvoorbeeld verzendingskosten via de Post. Televisie: -
 productiekosten;
 -- communicatiekosten.

Rubriek 2. Uitgaven betreffende bezoldigde diensten die niet opgenomen zijn in rubriek 1.

Voor elke dienst, de dienstverlener en het bedrag van de prestatie vermelden.

Rubriek 3. Uitgaven betreffende de verwerving of de huur van goederen of leveringen die niet bedoeld zijn in
 rubriek 1.

Per voorwerp, de identiteit van de goederen of leveringen en het bedrag van de verwerving of de huur
 vermelden. Indien er geen onderscheid kan gemaakt worden tussen de diensten en de levering, wordt het totaal
 bedrag in rubriek 2 opgenomen

Rubriek 4. Andere uitgaven, niet bedoeld in de rubrieken 1 tot en met 3. Bijvoorbeeld, uitgaven door een derde
 persoon ten voordele van de lijst.

Totaal bedrag van de rubrieken 1 tot 4 :

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn van Komen
Waasten
van 8 oktober 2006
CAS.F.CA.1/Bijlage 16

Rubriek 5. Totaalbedrag van de uitgaven aangerekend door de politieke partij (benaming en adres), op haar quota, in mijn voordeel : (bedrag) (3).

Rubriek 6. Bedrag, volgens de aard van de prestatie of de levering, van de uitgaven van de kandidaat of door hem betaald en die geboekt moeten worden op het toegelaten bedrag van de uitgaven van de lijst, met de toestemming van de lijstaanvoerder³.

Ik heb mij ook kandidaat gesteld voor de verkiezing van de provincieraad in het kiesdistrict / de gemeente.....waarvoor ik een aparte aangifte van uitgaven heb ingediend (1).
De ondergetekende verklaart dat de hierboven vermelde aangifte van uitgaven echt en volledig is.

Gedaan te, op 2006.

.....

(namen en handtekeningen)

(1) Als men zich kandidaat stelt voor meerdere verkiezingen, wordt het hoogste maximum toegelaten bedrag van de uitgaven vermeld (2) Krant of tijdschrift, datum, aard en kosten van de uitgave bepalen.

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn van Komen Waasten van 8 oktober 2006
CAS.F.CA.1/Bijlage 16

(3) Het bedrag van deze rubriek moet niet worden aangerekend op het toegelaten quota aan verkiezingsuitgaven van de kandida(a)t(e).

Verkiezing van de Raad voor maatschappelijk welzijn
van Komen Waasten
van 8 oktober 2006
CAS.F.CA.2/Bijlage 17

Model van aangifte betreffende de herkomst van de geldmiddelen die door de kandidaten gebruikt worden voor verkiezingspropaganda met het oog op de vernieuwing van de raad voor maatschappelijk welzijn van Komen-Waasten (te voegen bij de uitgavenaangifte)

Naam en voornaam van de kandida(a)t(e) :
Benaming, letterwoord en gemeenschappelijke volgnummer van de politieke partij of lijst namens welke de kandida(a)t(e) zich kandidaat stelt :
.....
.....
.....

De ondergetekende verklaart hierbij dat de herkomst van de door hem (haar) of door derde gebruikte geldmiddelen om de uitgaven te dekken die hij (zij) voor verkiezingspropaganda gebruikt met het oog op de hierboven vermelde verkiezingen, de volgende is :

Rubriek 1. Giften in contanten van natuurlijke personen1.

Rubriek 2. Giften in contanten van de politieke partij of de lijst..... Benaming, letterwoord en gemeenschappelijke volgnummer van de politieke partij of lijst namens welke de kandida(a)t(e) zich kandidaat stelt :

Rubriek 3. Benaming, letterwoord en gemeenschappelijke volgnummer van de politieke partij of lijst namens welke de kandida(a)t(e) zich kandidaat stelt :
in die hoedanigheid om die partij te vertegenwoordigen.

Rubriek 4. Giften in natura van natuurlijke personen.....

Rubriek 5. Andere prestaties gelijkgesteld met giften.....

Rubriek 6. Geldmiddelen uit het vermogen van de..... kandidaat (kandidate)

Totaal bedrag van de rubrieken 1 tot 6 :

De ondergetekende verklaart dat de hierboven vermelde geldmiddelen de totaliteit van de geldmiddelen vormen die gebruikt worden met het oog op de verkiezingen van.....
De ondergetekende verbindt er zich bovendien toe de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan te registreren, en deze gegevens binnen de dertig dagen na de verkiezingen mede te delen aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg in wiens rechtsgebied het kieskringbureau is gevestigd.

Gedaan te , (Datum) ...:

(naam en handtekening)